

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 30 OCTOBRE 1969
N° 427, 1,50 F



battre l'adversaire capitaliste

Sommaire

Luttes ouvrières

5. La lutte frontale commence chez Renault.
Abraham Behar.
6. La SNECMA dans la rue.
Grève de la faim à Saclay.
20. La stratégie de la C.G.T.
André Barjonet.

Luttes internationales

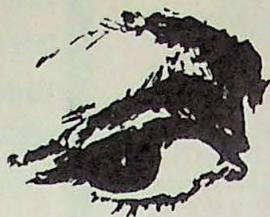
14. Les élections portugaises.
Jean-Louis Auduc.
15. Le racket des immigrés.
Michèle Descolonges.
16. Confrontations sur le Moyen-Orient
Henry Rosengart.

Politique intérieure

4. Les leçons des Yvelines.
Gérard Féran.

Vie économique

10. Le règne des incertitudes.
Michel Breton.
11. L'année des profits records.
Rémy Grillault.



Entre la construction et le gadget

Michèle Descolonges

Bien entendu, comme tout secteur de lutte, le secteur jeune travailleur est intégré à la lutte globale pour le socialisme.

Les jeunes n'ont pas à mener la lutte pour les jeunes, ils ont par contre des intérêts qui leurs sont propres, et c'est à ce niveau que les militants du P.S.U. ont un travail à mener.

Du fait de leur position dans la société, ils ont une plus grande disponibilité matérielle, affective et intellectuelle, et par là même plus de dynamisme que les adultes.

Aussi bien Mao Tsé-Tung et Che Guevara se sont appuyés sur la jeunesse pour la révolution culturelle en Chine, et pour la construction du socialisme à Cuba, parce qu'elle porte en elle une volonté radicale de changement global.

En France la construction d'un parti révolutionnaire s'impose, ainsi que le rappelait un des rapports paru dans « T.S. » N° 423. Mais il n'y a pas de génération spontanée, même révolutionnaire. Cela nécessite un travail à long terme, mené systématiquement. Il ne suffit pas de mener une lutte et de s'implanter dans les entreprises

— axes principaux de la construction d'un parti révolutionnaire et de la destruction du capitalisme. D'autres luttes, complémentaires, sont à mener.

Les contradictions du capitalisme sont souvent très aiguës dans la jeunesse. Allons-nous attendre que le système accentue sa répression et ses manœuvres de séduction ?

Le pouvoir en place mène déjà l'offensive, en proposant une « nouvelle société ». Certes cela ne se traduit pas dans les faits. Cependant un travail est mené systématiquement, non seulement par l'éducation, mais aussi par le modèle de vie qui est proposé. « Soyez jeune, soyez dynamique » est devenu le mot d'ordre, et au jeune qui s'étonnerait d'éprouver quelques difficultés, on assène qu'il est dans le plus bel âge de la vie.

Le travail des révolutionnaires, et les révolutionnaires eux-mêmes se font progressivement. Le P.S.U. doit mener les luttes immédiates mais ne pas oublier la construction à long terme. Le secteur de lutte jeunes travailleurs a donc pour objectifs premiers de mener un travail d'implantation et une formation systématiques, faute de quoi nous

nous bornerons à sortir un certain nombre de gadgets, d'une efficacité douteuse.

Ainsi la contribution des jeunes travailleurs aux trois axes de lutte : « contrôle ouvrier », « contre l'impérialisme », « contre la main-mise du capitalisme sur la ville », est elle de longue haleine.

Il n'y a pas un contrôle ouvrier des jeunes et un contrôle ouvrier des adultes. Si l'analyse de fond est la même, les ouvriers de chez Renault ou les travailleurs des P.T.T. mèneront des actions significatives particulières à chaque entreprise. De même les jeunes sont particulièrement touchés par les problèmes de formation professionnelle, d'embauche et des licenciements. Cela n'empêche pas qu'au niveau des conditions de travail, de la disparité des salaires, la lutte doit être menée par l'ensemble des militants.

Les jeunes sont particulièrement sensibles aux problèmes internationaux. Certains mettent cette sensibilité sur le compte du romantisme. Pourtant aussi bien les jeunes Tchécoslovaques que des militants jeunes du parti socialiste japonais, en vertu du développement des moyens de communications, étaient per-

suadés de l'importance des rapports de force internationaux sur la lutte qu'ils mènent dans leur pays. Quant au « romantisme », il a pour fondement le refus d'un modèle absolu de vie et de société.

Bien que, à terme, le rôle assigné par le capitalisme aux jeunes travailleurs et aux travailleurs immigrés soit différent, ils ont en commun, à des degrés différents, il est vrai, le manque d'expression politique et l'insécurité de l'emploi. Les jeunes travailleurs ont là un rôle particulier d'informateurs et de formateurs à jouer.

C'est sur le plan local que les jeunes se retrouvent, et s'expriment en tant que jeunes. Parce qu'ils n'ont pas encore, ni construit une famille, ni des moyens de distraction individuels (T.V., auto), ils ressentent particulièrement le manque d'équipements sportifs et culturels, le manque de place, et le fait d'être jeune et que ce n'est pas drôle. C'est à ce niveau que les jeunes doivent s'organiser et prendre en charge aussi bien des luttes culturelles qu'internationales, c'est aussi à ce niveau que la liaison avec les travailleurs immigrés peut s'opérer.

Aménagement

Tension dans l'agglomération cherbourgeoise

Philippe Guyot

La constatation du marasme économique du Nord Cotentin est devenue une banalité. Banale également la constatation des répercussions sur le niveau de l'emploi.

A cette situation il convient de trouver les causes et les responsables. En recherchant la rentabilité à tout prix le néolibéralisme, doctrine économique du pouvoir politique actuel, ne permet d'investir des capitaux que dans les régions assurant un profit maximum, c'est-à-dire disposant déjà de l'infrastructure et de l'équipement suffisants. Par contre, dans les régions telles que le Nord Cotentin la politique économique et les institutions existantes permettent aux notables locaux d'assurer leur domination afin de maintenir leurs privilèges et leurs petits profits sans les ris-

ques encourus par ceux qui « entreprennent ». Ils disposent entre autres de structures archaïques telles les Chambres de Commerce et d'Industrie. Les travailleurs ne s'y sont pas trompés en choisissant à Cherbourg la Chambre de Commerce comme lieu pour manifester leur protestation. Ils n'ignorent pas pour autant l'impossibilité de promouvoir un développement harmonieux des provinces dans le système actuel fortement centralisé qui permet tous les abus technocratiques sans pour autant faire naître le dynamisme et la prise de responsabilité que suppose un mode de gestion démocratique. Le suréquipement de certaines régions, produit de la même politique, entraîne la même riposte des travailleurs.

Les élus consulaires qui partagent avec les élus locaux la responsabilité du sous-développement économique de notre région, cédant à la pression populaire, vont chercher à asseoir leur position dans une opération spectaculaire, en proposant une démission collective de leur mandat pour attirer l'attention des pouvoirs publics.

Les travailleurs n'ont rien à attendre d'une telle opération. Un nombre de plus en plus grand d'entre eux ressent la nécessité d'un plan de développement économique reposant sur la mise en œuvre de plans régionaux articulés sur le plan national. Les objectifs de ces différents plans seront déterminés par les travailleurs.

C'est la réponse socialiste que propose le P.S.U. au développement des régions. □

• **Dimanche 9 novembre**

Journée Nationale de la Chimie-Pétrole à Paris

Ordre du jour

• **Rapport Parti-Syndicat**

• **Concentrations-fusions dans la chimie**

• **Application de l'axe de lutte du contrôle ouvrier à la branche.**

Organisée par la Commission Nationale Entreprise.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

LA MOUETTE

(Angl. V.O.)

Les trois leçons des Yvelines

Serge Mallet

L'analyse du Centre de Calcul-synchro publiée par « le Figaro » du 28 octobre sur les résultats du deuxième tour va à l'encontre des commentaires faits par les journalistes politiques au lendemain de la brillante victoire de notre camarade Michel Rocard. Selon ces calculs, fondés sur les résultats comparés des 1^{er} et 2^e tours bureau de vote par bureau de vote, notre camarade aurait recueilli au deuxième tour 24 % des abstentionnistes du premier tour (le reste continuant de s'abstenir et 1% votant pour Couve. Je ne voudrais pas être à la place des animateurs du Centre d'Informations civiques convaincus que les abstentionnistes étaient « de droite »). Il a recueilli les voix de 33 % des électeurs centristes du premier tour, 60 % votant pour Couve et le reste s'abstenant. Il a enfin bénéficié des voix de 65 % des électeurs communistes, 19 % s'abstenant et 16 % ... apportant leurs voix à Couve de Murville.

Voilà qui remet à sa place bien des commentaires fielleux et mérite, de tout notre parti, une sérieuse réflexion. Cette analyse prouve en effet :

● Que notre Parti, là où il a travaillé depuis plusieurs années de façon assidue, a gagné un électorat solide, et qu'il tient en réserve un large électorat virtuel. On peut en effet considérer que l'écroulement du nouveau Parti socialiste, dans ce secteur urbain en pleine mutation, a valeur générale. Mais on doit aussi admettre que la campagne du deuxième tour, menée, comme la première, avec les forces du seul P.S.U. et sur les thèmes de son projet socialiste, a été capable de gagner une majorité d'électeurs hésitants qui furent dégelés par le dynamisme d'une campagne devenue crédible. Nous pouvons en toute tranquillité enregistrer ce résultat exactement comme nous enregistrons celui de notre poussée dans les entreprises ou les milieux agricoles; le courant que nous incarnons, l'espoir d'un socialisme répondant aux plus profondes aspirations des travailleurs confrontés aux réalités de l'exploitation capitaliste devient une réalité. En juin 68, les masses en lutte, se retrouvant devant un pouvoir qu'elles avaient cru abattre d'un seul coup, se sont désintéressées de la consultation. L'idée que l'on n'en finirait pas d'un seul coup avec le néo-capitalisme et qu'il était nécessaire de donner au mouvement de Mai sa dimension politique

a depuis gagné beaucoup de ses participants. Et c'est là un aspect que M. Couve de Murville, empêtré dans ses schémas d'un autre siècle, a oublié : ces techniciens, ces cadres, ces fonctionnaires de La Celle-St-Cloud et de Marly qu'il a cru effrayer en agitant au-dessus de la tête de Rocard « le drapeau noir de l'anarchie », ont vécu le mouvement de Mai dans leurs laboratoires, dans leurs bureaux d'études, avec la même ferveur que les ouvriers de Sochaux ou les étudiants de la Sorbonne. Il est probable que beaucoup d'entre eux sont ensuite rentrés dans leur coquille. Ils ont depuis ouvert les yeux. La campagne du P.S.U. dans les Yvelines a permis, à leurs propres yeux, de transformer en un choix rationnel ce qui était d'abord, en Mai, un choix sentimental et viscéral.

● L'électorat centriste n'a pas voté Rocard par « mauvaise humeur » ou « haine du gaullisme » comme le prétendent à la fois Louis-Gabriel Robinet dans « le Figaro » et Laurent Salini dans « l'Humanité ». En dépit des consignes de leur candidat du premier tour, 60 % d'entre eux ont voté Couve. C'est beaucoup. Mais 33 % ont voté Rocard, malgré le portrait d'« enragé » au-couteau-entre-les-dents que lui faisait Couve de Murville. Cela signifie qu'une partie (1/3 environ) de l'électorat centriste est en train de s'ancrer à gauche. Nous n'avons ni à nous étonner, ni à craindre le fait que, effectivement, cet ancien électorat centriste trouve plus facilement le chemin du socialisme à travers les thèmes du P.S.U. qu'à travers ceux du P.C. ou de la S.F.I.O., même repeinte à la peinture activée.

C'est là la vérification des thèses théoriques que nous avons adoptées à Dijon concernant la prolétarisation des anciennes classes moyennes.

Ce qui est vrai, c'est que nos mots d'ordre d'action, par exemple la lutte pour le contrôle ouvrier dans la production ou pour le contrôle des habitants sur leur cité, *sont plus opératoires*, répondent à la façon dont ils ressentent l'exploitation capitaliste, que le modèle de société socialiste basée sur l'auto-gouvernement des masses que nous leur proposons, a pour eux plus d'attraits que la substitution d'une bureaucratie étatique à une technocratie capitaliste. Ce tiers d'électeurs centristes gagnés dans les Yvelines sont pour la plupart en train d'être gagnés définitivement au socialisme.

● La troisième leçon de cette analyse confirme ce que nous supposions : malgré le caractère hargneux du désistement de Jean Cuguen, malgré les attaques insensées menées par la presse et les tracts communistes jusqu'à la veille du scrutin contre le P.S.U., malgré les consignes passées aux militants, l'électorat communiste, dans une large proportion, a refusé de faire la courte échelle au Premier ministre du général de Gaulle. Il a désavoué la campagne antiunitaire des dirigeants communistes. Certes, nous n'avons pas à nous réjouir de ce que le sectarisme et l'esprit de boutique du Parti Communiste aient réussi à amener 16% de travailleurs communistes à se désavouer au point de voter pour le candidat du Pouvoir. Il reste que l'électorat communiste dans sa masse a refusé de s'associer à la panique qui a saisi le P.C.; il n'a pas eu peur, lui, du « socialisme révolutionnaire » que lui dénonçaient conjointement U.D.R. et P.C. La leçon des Yvelines rejoint ici, sur un autre plan, celle que les travailleurs cégétistes de Renault au Mans viennent d'infliger à leurs dirigeants. Tout le monde a pu voir à la télévision les dirigeants C.G.T. s'opposer vendredi soir à l'occupation d'usine et dénoncer « l'aventurisme » de la C.F.D.T. qui demandait que soit faite au patronat la seule réponse que mérite un lock-out : l'occupation. Et tout le monde a pu savoir que, lundi matin, les travailleurs du Mans ont occupé l'usine, la C.G.T. suivant une décision qu'elle n'avait pu empêcher.

La question que, dans leurs discussions internes, les camarades communistes doivent aujourd'hui se poser est simple : on ne conjure pas par des injures, des calomnies et des intimidations les conséquences de son absence de politique. Les Yvelines et Le Mans ne s'opposent pas; dans deux situations différentes, dans deux formes de lutte différentes, le Parti Communiste vient de payer les conséquences d'une politique de Gribouille qui consiste à refuser de prendre des initiatives et de condamner les autres parce qu'ils en prennent. Cette double sanction des faits sera-t-elle comprise ? Sans doute pas de l'appareil, dans l'immédiat. Mais de plus en plus dans la masse des militants.

Ainsi, la bataille des Yvelines aura-t-elle contribué à faire avancer la cause de la véritable unité des travailleurs, celle qui ne s'élabore pas dans les secrets des états-majors, mais dans les masses en lutte. □

" Ne soyez pas dupes ! "

Gérard Féran

« Le P.S.U. est à l'heure actuelle le seul parti à poser le problème d'une révolution à caractère socialiste (p. 48)... Les formes pratiques de la prise du Pouvoir et des luttes qui la préparent ne sauraient cependant être limitées par le respect formel de la légalité bourgeoise. » (p. 164.)

« Il est clair qu'une victoire électorale n'est susceptible d'entraîner une issue positive que si elle s'inscrit dans un climat de crise sociale et publique qui permette son dépassement rapide. » (p. 163.)

Ces extraits du livre de Michel Rocard sur le P.S.U. étaient diligemment rappelés par un tract de M. Couve de Murville, aux électeurs des Yvelines, afin de leur montrer le vrai visage de notre Parti. La conclusion en était : « Ne soyez pas dupes ! »

Malheureusement pour l'héritier du gaullisme déchu, personne du côté du P.S.U. n'avait l'intention de diluer le combat socialiste dans « l'Union des Républicains » à seule fin de gagner une bataille électorale. Le choix du 26 octobre a été on ne peut plus clair.

La formation sur le tas

Pour ceux qui ont participé à cette campagne du second tour, l'explication politique a même eu des aspects étonnants ! Imaginez une réunion publique au Chesnay : salle comble mais composée d'une bonne moitié de centristes. De quoi allait-on parler ? De la lutte prioritaire contre Couve de Murville ? De l'unité de la gauche ? De la République en danger ? Bref de tout ce qui pouvait colorer en rose et bleu nos objectifs politiques ? Eh bien, non ! Ce soir-là on a entendu Bridier expliquer en quoi la prétendue indépendance gaulliste dont Couve avait été l'ou-

til n'avait été qu'une lutte d'un impérialisme secondaire contre l'impérialisme américain. On l'a vu démontrer la politique coloniale du gouvernement actuel à propos du Tchad. Et il est significatif que ce thème ait été l'un des plus abordés au cours de cette campagne. Quant aux questions de la salle après l'exposé de Rocard, elles ont porté sur le contrôle ouvrier et les moyens de la prise du pouvoir ! Il était difficile dans ces conditions de jouer les réformistes pacifiques. Mais pourquoi faudrait-il qu'une explication politique sur la révolution socialiste soit réservée à des initiés ? Pourquoi le fait d'être en campagne électorale frapperait-il d'inconscience politique les travailleurs ? L'élection des Yvelines vient de prouver que l'on pouvait se battre pour le socialisme, à condition de prendre le temps et la peine d'expliquer notre lutte.

Qu'on ne nous fasse pas dire pour autant que les 15.200 électeurs P.S.U. sont devenus militants socialistes en l'espace d'une semaine. La lutte électorale nécessite davantage encore de patience et de formation que les autres combats menés par les travailleurs. Mais cette formation sur le tas a déjà commencé. Les marchés auraient pu être, comme ils l'ont été pour Couve, la marque d'une condescendance auprès des électeurs. Ils se sont transformés en lieu de discussions et d'explication politiques. Ils ont prouvé que le problème de la transition vers le socialisme n'intéresse pas les seuls idéologues. Même chose pour le contrôle ouvrier, sur lequel de nombreuses précisions étaient constamment demandées. Un exemple montre le niveau politique des débats : à Villepreux, lors d'une réunion de Couve, les seules questions posées concernaient les problèmes locaux : téléphone, autoroute, écoles, etc. Trois jours après, dans la même salle, on discutait de la nationalisation du crédit et de la municipalisation des

MAIS NON COUVE...
NE DÉSESPÉREZ PAS !
ESSAYEZ UNE AUTRE
CIRCONSCRIPTION...



sols. Autre campagne, autres questions !

C'est, là la raison principale de sa victoire.

Mais les centristes

Mais, dira-t-on, tout ceci n'empêche pas que Rocard ait été élu grâce à l'apport des voix centristes, ce qui paraît-il suffirait à frapper cette victoire socialiste du sceau infâme de la réaction. Quand bien même cela serait, il faudrait, remarquons-le, avoir une piètre conscience de ce que représente la lutte idéologique pour croire qu'un électeur centriste est par nature un réactionnaire. On trouve des travailleurs exploités qui votent gaulliste ou P.D.M. et il n'y aurait rien que de très normal à constater qu'une explication politique suffisante leur ait ouvert les yeux sur leur situation de classe. Mais il ne s'agit même pas de cela. Pour celui qui regarde attentivement les résultats, il est un fait qui saute aux yeux : l'électorat centriste s'est reporté à raison de 2/3-1/3 sur Couve et non sur Rocard. Ceux qui ont fait la décision ce sont, contrairement à toutes les prévisions, les abstentionnistes du premier tour qui sont venus voter P.S.U. le 26 octobre. Et ce sont les mêmes qui s'étaient abstenus au deuxième tour des présidentielles. Il s'agit donc là d'un électeur de gauche qui vote en fonction d'un rapport de forces. Le P.S.U. a montré qu'il était capable de l'établir en sa faveur.

Si le passé proche est éclairant l'avenir est encore plus intéressant. Là où une pression populaire a mis en échec le régime, il est possible de relancer la lutte. La 4^e circonscription des Yvelines avec ses zones rurales et urbaines, ses secteurs en plein développement qui coexistent avec d'autres en régression, ses couches populaires au voisinage de catégories plus favorisées, est un excellent test pour le pays.

Au niveau local il est possible d'instaurer dans la circonscription une démocratie à la base qui permette sur tous les problèmes d'organiser la lutte contre l'austérité. Au niveau national une tribune non négligeable est donnée au socialisme pour lui permettre de poursuivre avec une dimension jamais atteinte l'explication politique de sa lutte. Il faudrait être bien naïf pour négliger un tel résultat. M. Couve de Murville a cru qu'il suffisait de rappeler que le P.S.U. était un Parti socialiste et révolutionnaire pour effaroucher les électeurs. Il n'a oublié qu'une chose : ces électeurs sont aussi des travailleurs et lorsqu'ils comprennent le lien entre leur propre lutte et le combat politique, ce sont eux qui deviennent socialistes et révolutionnaires. Encore fallait-il le leur expliquer ! □



A Renault comme à Fiat, la lutte frontale commence

Abraham Béhar

La manipulation des grilles de salaires, l'augmentation des cadences, l'utilisation massive des travailleurs loués à des négriers extérieurs pour accélérer encore la production entraînent la colère des ouvriers de la Régie Renault.

Même la diminution des horaires (à Billancourt, les O.P. font 47 h au lieu de 48 h... mais les travailleurs loués à l'extérieur vont jusqu'à 54 h !) n'a pas calmé le mécontentement. Quand sur la chaîne de fabrication, les ouvriers s'aperçoivent que le nombre de voitures montées, par exemple, qui était de 90 par jour avant la baisse d'une heure, et qu'aujourd'hui le même nombre (et souvent plus, jusqu'à 105 par jour dans certains ateliers) continue à être fixé, la température est plutôt à la contestation.

Tout est parti de Cléon

Comme nos camarades l'avaient prévu, la grève a commencé sur les chaînes de Renault-Cléon, avec demande expresse du comité de grève aux autres usines de prendre le relais.

Seuls quelques débrayages à Flins et à Billancourt ont eu lieu.

Mais après la reprise du travail en Normandie, la pression était telle à Billancourt qu'une grève d'une demi-journée par équipe (soit 2 jours de grève) a eu lieu entraînant 60 % des travailleurs dans l'action.

Fait exceptionnel, une partie des techniciens entraînent spontanément dans la lutte tandis que des

cadres syndiqués refusaient de suivre le mouvement.

Malgré les efforts du syndicat C.F.D.T.-Billancourt, il n'a pas été possible de lancer l'usine dans une action prolongée.

Renault-Le Mans : relever l'action

Une fois de plus, la prise de contrôle sur un atelier a mis le feu aux poudres. Il faut savoir que les pièces fournies par l'atelier thermique alimentent surtout Cléon et Billancourt. Le blocage de la production dans cet atelier représente en effet une menace pour la régie tout entière. Face à cette action, la direction s'est brutalement démasquée (on est loin des délices du « capitalisme populaire » !). Sa décision de lock-out a précipité dans la lutte tous les travailleurs du Mans, et la proposition de la C.F.D.T. d'occuper l'usine, reprise par l'ensemble des travailleurs, est devenue effective dès le lundi 27 octobre.

Les conséquences

De nouveau, Billancourt, Flins, Cléon sont appelés à la rescousse par les délégués syndicaux du Mans.

De nouveau, les ouvriers de l'île Seguin sont prêts à répondre à cet appel, de nouveau, les tentatives de freinage de certains syndicats entraînent des contradictions insoutenables à la base.

Et comme les pièces venues du Mans risquent de manquer dans quelques jours, il faudra bien prendre une décision du côté ouvrier.

D'ailleurs, la grève lancée sur les chaînes de montage continue.

Plus que jamais, le contrôle ouvrier

L'analyse des sections P.S.U. des usines Renault se trouve confirmée par les faits. A partir des luttes partielles sur les conditions de travail, inévitablement les heurts ont conduit à l'affrontement global et frontal avec la direction au Mans.

Plus que jamais, à Billancourt, à Flins, à Cléon, la prise de contrôle des cadences, du volume de travail, des grilles de salaires sont à l'ordre du jour.

C'est le moyen de généraliser la lutte sur l'ensemble de la régie et de préparer l'affrontement global posant le problème du contrôle sur la production elle-même.

Le seul moyen d'affirmer sa solidarité avec Renault - Le Mans, c'est d'entrer dans la lutte pour les autres usines.

Le seul moyen de faire plier la direction de la régie, c'est le blocage de la production dans toutes les usines Renault.

La lutte de classes ne supporte pas les ruses, les feintes et les demi-mesures. Tôt ou tard, l'affrontement direct, classe contre classe, doit être assumé.

Les militants ouvriers du P.S.U.-Renault ne s'y déroberont pas. □



D.R.

La SNECMA dans la rue

Judi 23 octobre, 1.500 travailleurs de toutes les usines de la SNECMA (Villaroche, Corbeil, Bois-Colombes, Suresnes, Billancourt et Gennevilliers) se sont retrouvés sur la place du Palais-Royal, devant le ministère des Finances.

Un cortège imposant s'est rendu ensuite par la rue de Rivoli, la place de la Concorde et l'esplanade des Invalides devant le ministère des Armées, rue Saint-Dominique.

Les objectifs

L'action était ainsi située sur son vrai terrain :

- Devant les centres de décision.
- Devant l'opinion publique.

Qui sont, en effet, les vrais patrons de la SNECMA ?

Ce n'est pas le P.D.G. car il ne peut lever le petit doigt sans l'autorisation des ministres de tutelle : Debré et Giscard.

Ce n'est donc pas devant le siège de la SNECMA, boulevard Haussmann, que les manifestants sont allés dire « non aux licenciements ».

Les travailleurs sont allés imposer leur présence devant Debré et Giscard. Ils ont envoyé une délégation dans ces ministères, où ils ont obtenu immédiatement rendez-vous.

Les conséquences

Cette action en plein centre de Paris a démontré la résolution des travailleurs de la SNECMA, et leur

volonté de dépasser les actions locales et isolées que propose la direction de la C.G.T.

De nombreux militants C.G.T. ont participé à l'action : à Villaroche, notamment, où le personnel avait voté à la quasi-unanimité pour cette manifestation à Paris, la C.G.T. a laissé ses adhérents libres d'y participer.

Une délégation des travailleurs de Nord-Aviation a également participé à la manifestation, ce qui permet d'espérer l'élargissement de l'action à toute l'aéronautique

Grève de la faim à Saclay

Dans le Centre d'études nucléaires de Saclay, cinq travailleurs du C.E.A. — un ingénieur, quatre techniciens — ont entrepris le lundi 27 octobre une grève de la faim. Ils ont pris cette grave responsabilité après les échecs répétés de toutes tentatives de négociations pour arrêter la vague insidieuse de licenciements qui se développe. Quelques faits :

Les négriers du vingtième siècle

- L'administration licencie d'un trait de plume 100 femmes de ménage sur 350. Ceci paraît particulièrement scandaleux et révélateur de notre société quand on sait que ces collègues sont employées par des « négriers » qui les « louent » au C.E.A. Prétendant une économie de 2 millions de NF sur un budget de 2,5 milliards de NF et s'appuyant sur l'intolérable discrimination entre les agents du C.E.A. (les nobles) et agents des entreprises extérieures (les parias), le C.E.A. condamne ces femmes âgées au dénuement.

Les petites entreprises aussi

Du 2 au 25 octobre, les travailleurs de l'entreprise Boutillon se sont mis en grève. Cette petite boîte emploie une quarantaine d'ouvriers qui fabriquent des cisailles, des poinçonneuses, etc. Les horaires sont longs : 50 h par semaine, les salaires sont très bas : le P mini peut toucher 3,05 F de l'heure. Evidemment, il y a les primes de productivité qui peuvent faire jusqu'à 50 % du salaire ! Enfin, les locaux sont vieux et les conditions d'hygiène précaires.

Voilà en quelques mots la description de cette entreprise.

Tout allait « bien » jusqu'au 2 octobre. Ce jour-là, les délégués (C.F.D.T.) déposèrent un cahier de revendications où ils demandaient entre autres 5 % d'augmentation minimale et une indemnité de transport pour les travailleurs éloignés.

La direction refusa brutalement. Les travailleurs débrayèrent alors pendant 2 heures le 7. La direction ne veut toujours rien entendre, les travailleurs font alors 4 heures de grève, et le lendemain se mettent en grève illimitée.

Il est intéressant de voir que pour justifier son refus, la direction prétextait la nécessité d'attendre le bilan de l'année 1969 (qui doit être établi en

menacée par les plans de « rentabilisation » du gouvernement Pompidou-Chaban.

En effet des discussions avec les ministères n'ont de sens et n'auront d'efficacité que si les travailleurs exercent la pression maximale par l'action et la grève.

A noter la remarquable conspiration du silence de toute la presse, autour de cette action spectaculaire : le gouvernement ne tient pas à ce qu'on vienne s'agiter tous les jours, place de la Concorde, et pourtant... □

- Deux infirmières — elles aussi « en location » — viennent d'être licenciées sans préavis pour être remplacées. Il est vrai qu'elles étaient militantes syndicalistes...

- Sans aucune espèce de justification et au mépris de l'accord-cadres (signé en juin 68 entre l'administration et les syndicats), les services de sécurité de Saclay ont retiré l'autorisation d'entrée à un troisième militant syndicaliste également « loué ».

Ces mesures de répression économique prises dans un climat d'intimidation policière, destinées à préparer d'autres mesures que tout le monde pressent, ont amené nos camarades à commencer leur grève. Dans un communiqué largement diffusé, ils disent :

- Nous refusons d'être les complices d'une société hypocrite et lâche qui fait toujours payer ceux qui peuvent le moins se défendre.

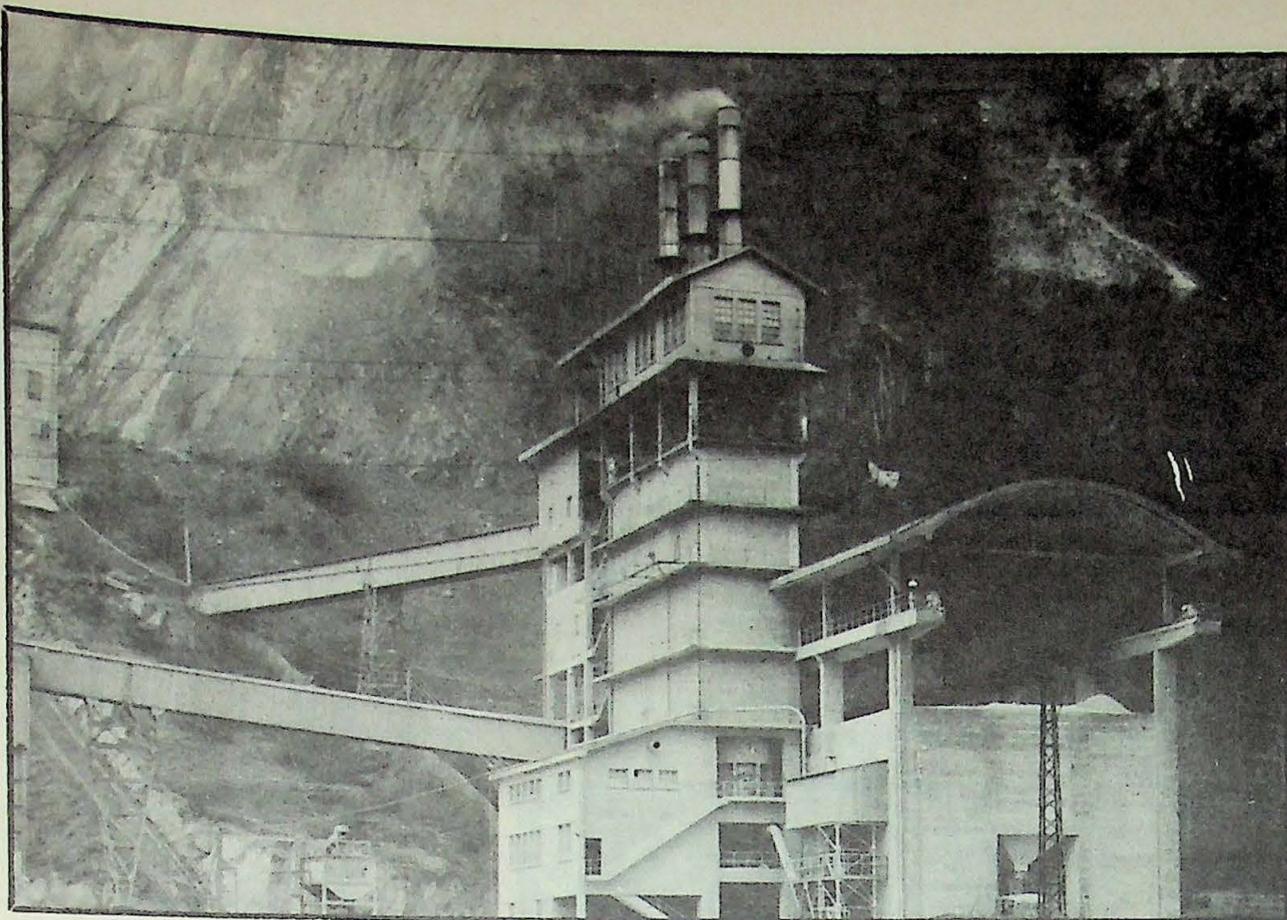
- Nous refusons d'être les complices d'une société répressive qui utilise tous les moyens, même ceux qui contreviennent à sa propre légalité, pour conditionner et intimider ceux qui, en définitive, sont à la source de toute richesse, les travailleurs. □

mars 1970). Mais les travailleurs savent que les carnets de commande sont remplis au moins jusqu'en avril 1970 et que l'usine fonctionne à plein rendement du fait de leur travail intense.

Devant la détermination des grévistes et le développement de la solidarité, la direction a été obligée de reculer.

En effet, à la suite de plusieurs rencontres avec les délégués, elle a accordé une augmentation de 7 %, le remboursement de 25 % des jours de grève, une diminution de 2 heures de travail par semaine, sans perte de salaire à partir du 1^{er} janvier et l'intégration des primes de rendement au salaire de base. Mais, pour ce dernier point, la direction demande une mise à l'épreuve de deux mois des travailleurs concernés.

Il n'en reste pas moins que les travailleurs de Boutillon, même s'ils n'ont pas, par leur lutte, obtenu satisfaction complète, sont conscients de l'importance que peut avoir leur mouvement pour leurs camarades. Ils ont montré que, face à une lutte déterminée des travailleurs, le patronat reculait, même dans les petites entreprises où son poids est ressenti plus directement par les ouvriers. □



Collombert

Les conditions de la lutte ouvrière

Pierre Gautier

Le front des grèves ne connaît pas d'accalmie. Dans les ports, chez les mineurs de fer, dans l'aéronautique, dans la métallurgie et la sidérurgie, dans la chimie, ainsi que dans le secteur public les débrayages, les occupations d'usine se multiplient, s'apaisent un court moment pour reprendre de plus belle. Malgré la diversité des conditions, malgré les différences dans les méthodes de lutte employées, il ressort de tous ces conflits que la protestation des travailleurs tend à aller au fond des choses. Elle concerne l'arbitraire patronal en matière de salaires (grilles, indices, primes, formes de la rémunération), elle rejette les manipulations des horaires de travail, les cadences imposées, met en question la politique des heures supplémentaires et fait capital, s'oppose aux licenciements et aux déclassés.

Crise de l'autorité patronale

C'est un ensemble de symptômes qui montre l'ampleur de la crise qui ébranle tout le système industriel, puisque les travailleurs ne se contentent plus de réclamer de meilleurs salaires, mais cherchent à desserrer l'étreinte de la discipline capitaliste du travail. Pour eux l'autorité patronale (pri-

vée ou étatique) n'est plus synonyme de compétence et de progrès technique, comme on a voulu leur faire croire pendant très longtemps. Ils se rendent compte que la compétence recherchée par les dirigeants d'entreprise est une compétence d'exploiteur, de fondé de pouvoir du capital, que l'introduction du progrès technique est motivée seulement par la recherche du gain, c'est-à-dire de la plus-value. En fait, il existe dans cette prise de conscience tous les éléments pour une mise en question radicale du capitalisme.

Crise des stratégies syndicales et des stratégies politiques

Or, il faut bien se rendre compte que ce n'est pas encore le cas, si l'on entend par mise en question radicale, une condamnation pratique, dans l'action, du capitalisme, c'est-à-dire une condamnation dépassant le stade des généralités abstraites. La classe ouvrière se bat durement, mais en ordre dispersé. Elle se rend compte que les formes de lutte anciennes (journées nationales, grèves de vingt-quatre heures, etc.) ne rendent pas, mais elle est méfiante devant les propositions de généralisation et d'extension des batailles partielles. Des courants contradictoires la traversent : elle veut aller au

combat, mais elle le redoute aussi. Elle sait que le patronat est prêt à saisir toute occasion pour lui porter des coups très durs, elle sait que ses organisations syndicales sont divisées sur la marche à suivre et qu'elles se guettent les unes les autres. En un mot la classe ouvrière se heurte à la crise des stratégies syndicales autant qu'à la crise des stratégies politiques du mouvement ouvrier. Elle voit bien que pour les conventions collectives, les accords d'entrepr-

se, la lutte contre le plan de redressement, ses représentants syndicaux passent d'une tentation à une autre. Le grand problème de l'heure est donc de faciliter la discussion la plus démocratique au sein du mouvement ouvrier au-delà des étiquettes sur les objectifs et les méthodes de la lutte, sur la façon d'associer le plus de monde possible aux formes avancées du combat. Le renforcement du front des grèves, la cohésion et l'unité sont à ce prix.

Une revue au service des militants

Les Editions Anthropos vont sortir au début du mois de janvier 1970, une revue théorique bimestrielle intitulée « Critique Socialiste » pour une théorie et une pratique révolutionnaires. Cette revue faite en association par des camarades membres ou non du P.S.U. se donne pour but de favoriser la réflexion et les analyses nécessaires au renouvellement du mouvement ouvrier après mai 1968.

Au sommaire de son premier numéro elle contient des articles de Manuel Bridier (Violence et démocratie), de Philippe Monlaur (Le capitalisme en crise et le socialisme à construire), de Lucio Colletti (Pouvoir et démocra-

tie dans la société socialiste), de Jean-Marie Vincent (Classe et parti) ainsi qu'un ensemble de documents sur la Tchécoslovaquie.

Nous invitons d'ores et déjà nos lecteurs à s'abonner nombreux afin de faciliter le lancement de cette revue qui correspond à un besoin profondément ressenti. L'abonnement ordinaire est de 20 F par an, l'abonnement de soutien est de 40 F.

Les versements doivent être faits par chèque bancaire ou chèque postal aux Editions Anthropos, 15, rue Racine, Paris (6^e), C.C.P. Paris 8.721.23, en mentionnant (abonnement à « Critique Socialiste »).

La lutte de classes malgré les alibis

Jean-Marie Vincent

La vie des travailleurs de la grande industrie a inspiré beaucoup de romans populistes dépeignant leur misère ou leurs difficultés quotidiennes. Elle a inspiré aussi beaucoup d'enquêtes sociologiques portant sur la satisfaction au travail, en réalité sur la meilleure façon de combattre sa monotonie, ses aspects les plus intolérables tout en lui conservant son caractère de travail au service du capital. Beaucoup plus rares sont les œuvres qui nous donnent un aperçu réel sur l'histoire souterraine (non officielle ou non officielle) de la lutte des classes, sur les relations que les hommes entretiennent au stade de la production par-delà les couvertures idéologiques (société de consommation, individualisme, etc.).

Pourtant de temps en temps une enquête, un récit viennent rompre le bel édifice et dévoiler à quel point notre histoire est l'histoire de la lutte des classes, à quel point l'évolution technologique, économique, sociale est liée à la lutte des classes. Le livre de Maurice Combe « l'Alibi » (Editions Gallimard) est de ce calibre.

Affrontements de classes dans les comités d'entreprise

La matière qu'il présente est apparemment très simple, presque triviale. Il s'agit des procès-verbaux du comité central d'entreprise d'un groupe d'usines de la métallurgie et de la sidérurgie, entre 1945 et 1964, c'est-à-dire au cours d'une période caractérisée en général (mis à part 1945-1948) par une relative paix sociale et par une croissance rapide de l'économie. L'auteur ne dissimule d'ailleurs pas, le titre de l'ouvrage en fait foi, que les comités d'entreprise ont été conçus par le patronat et les gouvernements comme des organismes de collaboration de classes. Mais précisément la force de sa démonstration c'est de mettre en lumière les affrontements de classes derrière des discussions à première vue banales, derrière des désaccords, semble-t-il mineurs, ou même derrière des échanges courtois et polis. Maurice Combe suit en fait pas à pas la lutte des classes, des illusions ouvrières au lendemain de la Libération aux chocs avec les dirigeants de la société au cours des années soixante.

Une première constatation s'impose à la lecture des commentaires de Maurice Combe : la lutte

de classes est d'abord le fait du patronat qui manifeste une très grande méfiance devant tout ce qui pourrait apparaître comme une accession directe des travailleurs aux responsabilités. Que l'autorité patronale se présente sous un jour traditionaliste et paternaliste (jusqu'en 1960) ou qu'elle se présente sous un jour technocratique, elle se veut incontrôlée, à

rêts entre travailleurs et patronat cesse à partir du moment où il s'agit de choses sérieuses.

La direction face aux revendications de "contrôle"

De façon également caractéristique le patronat entend garder un



Collombert

l'abri même de tout droit de regard des travailleurs. Le comité d'entreprise doit mener une petite guerre harassante pour obtenir des renseignements en définitive très limités sur la comptabilité, sur les programmes de production, sur les projets de modernisation. La direction lui refuse en outre les moyens d'étendre ses contacts avec les travailleurs qu'il doit représenter, de dépasser le cloisonnement qui le sépare des comités d'établissements. Lorsque le groupe (vraisemblablement le groupe Schneider, bien qu'il ne soit pas nommé) procède à des réorganisations juridiques (création de nouvelles sociétés) entraînant elles-mêmes des réorganisations techniques, la direction cherche par tous les moyens à mettre les délégués du comité d'entreprise devant le fait accompli. Tout le langage sur la communauté d'inté-

contrôle absolu des primes et de toutes les formes d'intéressement matériel. Niant lui-même l'idéologie de la participation aux bénéfices de l'expansion, il impose contre toutes les propositions réformistes du C.E. des modes de calcul de la prime individuelle de productivité qui lui enlèvent toute relation claire avec les résultats de l'entreprise. Les ouvriers, les employés, les techniciens doivent continuer à considérer toute amélioration matérielle, si symbolique soit-elle, non comme un droit, mais comme une grâce qui leur est consentie. L'attitude profonde de la direction peut en réalité se définir assez simplement. Quand les affaires ne vont pas très bien, les travailleurs doivent se laisser licencier ou déclasser sans mot dire, car il s'agit d'« événements naturels » qui n'ont rien à voir avec la gestion capitaliste. Quand les affaires

vont bien, ils n'ont pas à exiger d'amélioration de leurs conditions de vie et de travail (durée du travail, salaires, modes de rémunération, etc.), car les dirigeants doivent songer à la prospérité future de l'entreprise et, bons gestionnaires, ne peuvent dilapider rapidement l'acquis. Les dirigeants savent bien sûr, et ils ne perdent pas une occasion pour dire qu'ils le regrettent, que nombre de leurs ouvriers et de leurs employés vivent dans des conditions plus que difficiles, intolérables. Mais là aussi il s'agit de quelque chose de fatal. Il y a, n'est-ce pas, la politique du gouvernement, la concurrence nationale et internationale et toute une série d'impondérables. Pour ceux qui partagent le point de vue du capital, la classe ouvrière ne peut être autre chose qu'un facteur de production qu'on doit pouvoir manier avec la plus extrême souplesse.

Résistance à l'intégration

Du côté des représentants ouvriers on semble très souvent subir cette politique de classe venue d'en haut. En tout état de cause le cadre institutionnel fixé au comité d'entreprise par les textes de 1945 et de 1946 ne lui donne même pas les capacités d'intervention reconnues (en théorie) aux délégués du personnel, et en l'absence d'une impulsion venant des syndicats on voit mal un comité d'entreprise jouant un rôle de contestataire permanent. Mais, à travers les démarches les plus pragmatiques, on voit peu à peu les membres du C.E. concerné opposer au patronat une conception radicalement différente de l'industrie, de l'économie, où la force de travail n'est plus un facteur de production, mais la force agissante à partir de laquelle doit s'organiser tout le monde social. On peut, certes, être plus ou moins sceptique sur la sociologie des aspirations qu'utilise M. Combe pour illustrer et expliquer ce renversement de perspectives, mais on doit reconnaître avec lui que le point de vue prolétarien, qui transparait en filigrane dans les débats et s'appuie sur la réalité solide, indestructible de la force de travail comme force productive, peut et doit être le point de départ d'une organisation socialiste de la société. La résistance des travailleurs à l'exploitation capitaliste est plus forte que toutes les tentatives d'intégration. □

Pour l'unité et la démocratie syndicales

François Duburg

(de la Rédaction de Lutte Ouvrière)

La publication, dans le numéro du 9 octobre de **Tribune Socialiste** de notre article intitulé « Unité à la base et dans l'action » a sans aucun doute eu un retentissement assez surprenant. Voilà donc la direction du P.S.U. sommée par le Secrétaire Général de la C.G.T. de désavouer un article dont elle n'est en rien responsable, et qui exprime un point de vue qu'elle ne partage peut-être pas. C'est pour le moins un procédé polémique original.

Nous ne voulons pas revenir sur cet aspect formel des choses, que le camarade Rocard a parfaitement souligné dans sa réponse à Georges Séguy, mais il nous semble que la réaction du Bureau confédéral de la C.G.T. appelle, quant au fond, quelques réflexions qui ne sont pas étrangères, d'ailleurs, au débat engagé depuis quelques mois entre **Tribune Socialiste** et nous, et c'est pourquoi nous nous permettons d'y consacrer cet article.

En effet, indépendamment de l'interprétation qui est faite du texte incriminé, l'argumentation de Georges Séguy se ramène à cela qu'il nous accuse de défendre le droit de fraction au sein du mouvement syndical, crime, à ses yeux, impardonnable.

Cette position, nous la revendiquons hautement, et il nous semble que Georges Séguy est bien mal placé, sur ce terrain-là, pour nous le reprocher, et « a fortiori » pour le reprocher, éventuellement, au P.S.U.

Car enfin, ce Secrétaire Général de la C.G.T. qui s'élève contre « l'immixtion » d'organisations politiques au sein du mouvement syndical, n'appartient-il pas lui-même au Parti Communiste Français, et même à sa direction, et n'a-t-il pas choisi précisément les colonnes de **L'Humanité**, organe central du P.C.F., pour rendre publique sa lettre à Michel Rocard !

Nous ne reprochons certes pas à Georges Séguy, Secrétaire de la C.G.T., d'appartenir au Parti Communiste Français, et comme tel, de défendre la politique de son parti au sein de la plus grande centrale syndicale de ce pays. Quoi que nous pensions de cette politique, c'est son droit le plus strict. Mais pourquoi ce qui est licite de la part d'un militant du Parti Commu-

niste Français serait-il un crime de la part de militants de Lutte Ouvrière... ou du P.S.U. ?

En fait, chacun sait qu'il existe au moins une fraction au sein de la C.G.T., celle à laquelle appartient précisément le Secrétaire Général ainsi que la quasi-totalité de la direction, du haut en bas de l'échelle, et que cette fraction est constituée par l'appareil du Parti Communiste Français qui monopolise ainsi à son profit toute la vie syndicale... au nom de l'interdiction du droit de fraction.

Bien sûr, ce n'est pas au nom des intérêts de leur boutique, mais au nom de l'unité, de la cohésion, et de l'efficacité, que les dirigeants cégétistes combattent le droit de fraction. Mais c'est là un raisonnement fallacieux.

La démocratie ouvrière ne signifie pas un affaiblissement du syndicat, bien au contraire. La démocratie ouvrière impose au contraire la discipline dans l'action, car la minorité doit exécuter dans l'action les décisions de la majorité. Mais cela ne veut pas dire, bien entendu, que la majorité a le droit d'étouffer la voix de la minorité. Pour que la minorité se sente tenue de se plier aux décisions de la majorité, il faut que ces décisions aient été prises librement, après que tous les points de vue ont pu s'exprimer sans aucune entrave morale ni matérielle.

Pour que la démocratie ouvrière possède son véritable contenu, il faut que les minorités puissent exprimer leur avis, puissent s'organiser pour l'élaborer et pour le défendre devant l'ensemble des travailleurs, syndiqués ou non syndiqués, car des ouvriers en désaccord avec l'orientation de la majorité peuvent très bien rester en dehors de l'orientation syndicale tant qu'une politique différente de ce qu'ils pensent y est appliquée, mais pourraient aussi très bien la rallier s'ils y voyaient une orientation qui leur convient, défendue par une minorité.

Dans un pays où les quatre cinquièmes de la classe ouvrière, pour le moins, ne sont pas syndiqués, où trois grandes confédérations syndicales, sans compter une multitude d'autres organisations de moindre ampleur, se disputent les suffrages et la sympathie des tra-

vailleurs, il est pour le moins paradoxal de proclamer que le monolithisme est un gage d'unité.

La réunification de toutes les forces de la classe ouvrière de ce pays au sein d'une même centrale syndicale, qui reste une nécessité, ne pourra se faire que sur la base de la démocratie ouvrière. Or, les fractions sont précisément la garantie de cette démocratie ouvrière, et partant, de l'unité syndicale.

En condamnant les fractions, on interdit aux autres le droit de s'exprimer, on bafoue la démocratie, on divise les forces du mouvement syndical.

Que pour des révolutionnaires la revendication du droit de fraction dans le mouvement syndical soit non seulement une chose absolument normale, mais plus encore une position de principe, n'est d'ailleurs pas une opinion qui nous soit personnelle. Bien au contraire, on pourrait démontrer textes à l'appui que l'Internationale Communiste d'avant la mort de Lénine ne voyait pas le problème autrement. Et plus près de nous, nous nous contenterons d'invoquer une autorité célèbre, un autre dirigeant de la C.G.T., son actuel président Benoît Frachon, qui écrivait (mais il est vrai que c'était à une époque où le Parti Communiste Français menait une tout autre politique, et où, de surcroît, il était minoritaire dans la classe ouvrière par rapport à la social-démocratie) :

« Constituer et animer les fractions ! »

• N. D. L. R.

Nos camarades de « Lutte ouvrière » défendent dans l'article ci-dessus le droit à la formation de fractions dans le mouvement syndical. Il faut les remercier de leur belle franchise et reconnaître qu'ils n'ont pas tort de s'en prendre à toutes les hypocrisies. Cela dit, nous ne sommes pas du tout sûrs qu'il s'agisse là du meilleur moyen pour promouvoir la démocratie syndicale et défendre une stratégie révolutionnaire — nous sommes même certains du contraire. Une liaison étroite et permanente entre les courants ou tendances qui peuvent et doivent s'exprimer dans les syndicats sur les problèmes syndicaux (y compris leurs implications politiques) et d'autre part les organisations politiques, s'est toujours révélée négative dans le passé, l'exemple le plus récent étant celui de la C.G.I.L. italienne où les courants de partis (P.C.I., P.S.I., P.S.I.U.P.), se sont paralysés réciproquement. L'autonomie syndicale, le rejet de la conception de la courroie de transmission doivent signifier précisément que le syndicat ne se transforme pas en champ clos de rivalités de partis étroites. C'est ce que disait la thèse n° 13 du congrès P.S.U. de Dijon. Nous entendons y rester fidèles.

« Le Parti ne peut réaliser sa politique dans les organisations de masses que par le fonctionnement des fractions. »

« Ce n'est, en effet, que par une action méthodique, étudiée collectivement et appliquée avec discipline que les communistes d'une organisation qui groupe et influence des couches de prolétaires non conquises à la politique communiste, peuvent faire triompher leur point de vue, en convainquant les masses de sa justesse. »

« Personne ne nie maintenant l'utilité des fractions. »

(Benoît Frachon, Introduction à la brochure « Les communistes et les syndicats » éditée en 1932 par le Bureau d'Édition.)

Nous ne revendiquons évidemment pas le droit de fraction seulement pour nous-mêmes. Nous le revendiquons pour tout le monde, et nous pensons que c'est un mot d'ordre sur lequel tous les « gauchistes » devraient s'unir, parce qu'il fait partie intégrante du combat pour la démocratie ouvrière.

Or, par-delà les divergences tactiques et stratégiques qui peuvent nous séparer les uns et les autres, le combat pour la démocratie ouvrière ne peut pas ne pas nous trouver tous unanimes, parce que sans démocratie ouvrière la renaissance du mouvement ouvrier et socialiste à laquelle nous aspirons tous ne serait qu'une phrase vide de sens. □

l i s e z
le P.S.U.
et l'avenir socialiste
de la France

par

Michel Rocard

Secrétaire national du P.S.U.

Aux Editions du Seuil, collection "Politique"



Le règne de l'incertitude

Michel Breton

Deux documents officiels viennent d'être déposés par le gouvernement sur le Bureau de l'Assemblée Nationale :

- Le budget de l'Etat pour 1970.
- Les résultats de l'économie française en 1969 et les prévisions pour 1970 (Comptes de la Nation).

Ces documents éclairent parfaitement le caractère profondément réactionnaire de la politique actuelle.

montrent de moins en moins soucieux de suivre les directives gouvernementales lorsqu'elles ne leur plaisent pas : les gains qu'ils ont réalisés depuis 1968 grâce à l'inflation, la dévaluation du franc et la réévaluation du mark sont là pour les confirmer dans cette attitude.

— Le comportement des travailleurs français a été modifié en profondeur par le mouvement de mai-juin 68 et leur combativité s'exprime

n'osait assumer clairement au niveau politique cette nouvelle stratégie du capitalisme. Giscard d'Estaing parle conjoncture, Chaban-Delmas parle à côté du sujet, Pompidou se tait. Seul Chalandon met les pieds dans le plat, mais il ne s'agit que d'un incident.

Alors, le climat social et politique actuel n'est pas sans rappeler celui qui régnait dans les derniers mois du règne du général de Gaulle, et de M. Couve de Murville.

L'évolution des revenus réels en France (*)

En termes de pouvoir d'achat, c'est-à-dire en déduisant la hausse des prix

Catégories de revenus	De 1962 à 1967	De 1967 à 1970
	Une des explications de mai 1968	Le « rattrapage » de Grenelle
S.M.I.G.	+ 4 %	+ 3,1 %
Taux de salaire horaire moyen	+ 18 %	+ 13,2 %
Résultat brut d'exploitation par tête des entrepreneurs individuels non agricoles (commerçants, artisans, professions libérales) ..	+ 28,6 %	+ 17,3 %
Résultat brut d'exploitation des sociétés privées (profits)	+ 30,5 %	+ 35 %

(*) Tous ces chiffres sont tirés des rapports sur les Comptes de la Nation et les prévisions pour 1970.

Leur analyse conduit à quelques remarques générales sur les difficultés présentes du capitalisme français et international.

● Le gouvernement ne maîtrise pas l'évolution de l'économie française

Le premier plan d'austérité (novembre 1968) n'a réussi qu'à relancer le processus inflationniste qui a conduit à la dévaluation.

Actuellement le gouvernement durcit son « plan de redressement », et le blocage très strict du crédit aux entreprises risque de freiner nettement l'expansion sans arrêter la hausse des prix, ni rétablir rapidement l'équilibre du commerce extérieur. Une situation de cet ordre est assez nouvelle dans notre pays, mais a plusieurs explications :

— Les instruments d'analyse sont insuffisants ou falsifiés : ainsi l'indice officiel des prix à la consommation (1.259 articles) ne rend pas compte de l'évolution réelle du pouvoir d'achat des travailleurs.

— Il est de plus en plus difficile de faire une politique nationale dans une économie capitaliste à peu près totalement ouverte sur l'extérieur et profondément influencée par les secousses d'une économie internationale déséquilibrée.

— Les capitalistes français se

me d'autant mieux que l'habillement gaulliste de grandeur nationale et de participation tombe en loques.

● Devant ces difficultés le pouvoir ne peut qu'exprimer ses inquiétudes et ses contradictions

Sous la pression d'un grand capital financier et industrie dont l'emprise sur l'économie française et le pouvoir politique s'est fortement renforcée depuis quelques années, le capitalisme français est en train de réaliser un tournant important dans sa stratégie. Il s'agit de réduire au minimum le rôle de l'Etat sur le plan économique au profit de l'entreprise privée, de renforcer les secteurs les plus puissants et les plus dynamiques du capitalisme industriel en accélérant la disparition des secteurs retardataires, d'accélérer l'intégration atlantique du capitalisme français.

Il est évident que la classe politique au pouvoir ne peut être unanimement favorable à cette stratégie qui s'impose à elle : les divergences, les oppositions entre gaullistes, entre gaullistes et conservateurs traditionnels se manifestent au grand jour. Au moins aussi importante que ces divisions est l'impression d'incertitude, d'inquiétude que donne le pouvoir. Tout se passe comme si aucun responsable politique gaulliste ou pompidolien

● La situation économique internationale reste incertaine après la réévaluation du mark

Celle-ci va modérer les mouvements de capitaux spéculatifs, mais sans, bien évidemment, y mettre fin de manière durable.

L'élément essentiel reste le parallélisme de l'évolution des principales économies occidentales : maintien d'un climat de surchauffe malgré les politiques gouvernementales d'austérité.

Mais en choisissant un taux élevé de réévaluation, les sociaux-démocrates prennent un risque sérieux d'infliger à la classe ouvrière allemande une phase d'austérité et de récession économique.

Les conséquences internationales de l'inflation, hausse des taux de l'intérêt, variations brutales des balances de paiement, développement de la spéculation, étant insupportables pour l'équilibre du système occidental, les différents gouvernements essaient d'y mettre fin. Le fait que tous s'y emploient, avec force, au même moment, peut conduire au développement d'un processus international de déflation. L'éventualité et l'ampleur plus ou moins grande d'une telle crise dépendront pour l'essentiel de la politique américain (réduction ou non des dépenses militaires, renforcement ou non des mesures anti-inflationnistes).



L'année des profits records

Rémy Grillault

En même temps que le budget, le gouvernement présente un rapport sur les Comptes de la Nation pour 1969 et les hypothèses économiques pour 1970.

Les chiffres des résultats de l'économie française en 1969 parlent d'eux-mêmes :

- Croissance très forte de la production (surtout en raison du très haut niveau atteint au cours de l'hiver 68-69) + 8,6 %.
- Inflation, les prix à la consommation des ménages ont augmenté de 6,9 %.
- Augmentation sensible du taux de salaire horaire moyen (due en grande partie à l'acquis de Grenelle) : + 11,2 %.
- Hausse extraordinairement forte des profits bruts des sociétés privées : + 26,3 %

Les enseignements à tirer de ces chiffres et de ceux qui figurent sur le tableau ci-contre, établi par M. Breton, sont aussi très clairs.

La hausse des prix n'a pas réussi à réduire le pouvoir d'achat des salariés du secteur privé du fait de leur combativité et d'un climat économique favorable (mais ceci

n'est pas vrai pour toutes les entreprises privées et encore moins pour le secteur public). En revanche, elle a permis par son ampleur une croissance énorme des profits. L'inflation est le résultat du réajustement de ses revenus par la classe bourgeoise (sociétés capitalistes, professions libérales, gros et moyens commerçants) afin de maintenir et même accroître après Grenelle sa part du gâteau. En 1969, tous les gains de productivité ont été dans la poche des propriétaires des moyens de production.

Cette croissance globale très élevée des profits s'est accompagnée d'une augmentation des profits non distribués qui ont été utilisés pour financer des investissements.

Il y a donc non seulement accroissement des inégalités de revenus mais aussi renforcement des positions de pouvoir liées à l'appropriation privée des moyens de production et des profits.

On peut enfin se poser la question de l'utilité effective de cette masse énorme d'investissements (+ 16 % en volume pour l'ensemble des entreprises privées de 1968 à 1969).

Des prévisions optimistes pour 1970

Les prévisions officielles pour 1970 sont résolument optimistes et aboutissent à des chiffres très différents de ceux constatés en 1969 :

- Ralentissement de la hausse des prix (4,9 % au lieu de 6,9 %).
- Balance commerciale équilibrée.
- Accroissement très ralenti de la production nationale : + 4 %.
- Hausse à peu près parallèle des salaires (+ 7,7 %) et des profits (+ 8,4 %).

Ces prévisions correspondent à l'hypothèse de base imposée par le gouvernement aux experts : la réussite du plan de redressement.

Hypothèse normale pour le pouvoir, mais dont la réalisation suppose beaucoup de conditions favorables. Il faudrait d'abord que les entreprises capitalistes acceptent de voir le rythme de progression de leurs profits passer de 6 % à 8 % et fassent donc un effort sérieux pour ne pas augmenter leurs prix.

Il faudrait aussi que les travailleurs acceptent le rattrapage capitaliste de Grenelle et modèrent donc leurs revendications, qu'ils réduisent leurs dépenses de consommation pour épargner.

Dans l'état actuel des choses rien ne garantit un renversement de la tendance à la hausse des prix, surtout qu'en 1970 les conséquences de la dévaluation joueront à plein et que des augmentations des tarifs publics sont prévues.

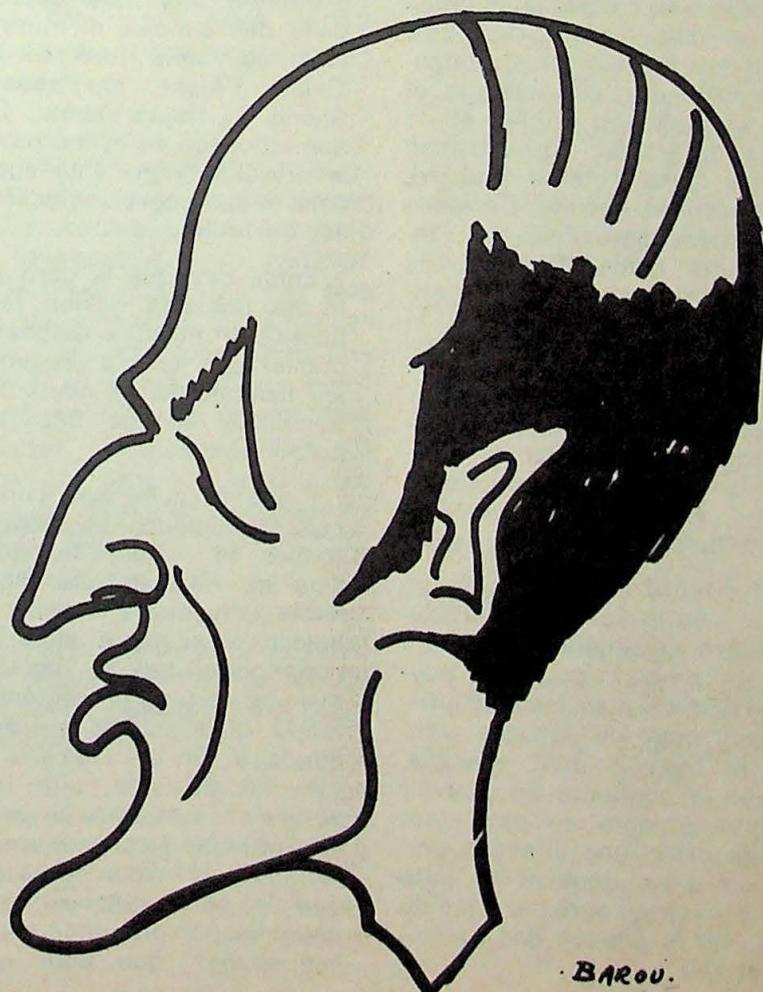
Malgré les conséquences favorables pour le plan de redressement de la réévaluation du mark allemand, le risque est grand que la balance commerciale reste encore déficitaire longtemps et donc que les capitaux spéculatifs ne rentrent pas immédiatement à Paris après leur séjour profitable à Francfort.

Des tendances inflationnistes peuvent encore se manifester pendant un certain temps, mais en même temps le risque d'un ralentissement de l'expansion en raison du blocage actuel du crédit peut se présenter.

M. Giscard d'Estaing sait par expérience qu'il est plus difficile de « sortir » d'un plan d'austérité



que de le faire démarrer. Il n'est malheureusement pas exclu que la France connaisse avant l'été 1970 à la fois une poursuite de la hausse des prix et un ralentissement de l'activité. Mais une fois encore la prévision en la matière est délicate, car beaucoup dépendra de l'évolution des économies capitalistes dominantes, les Etats-Unis et l'Allemagne. □



A la veille du Conseil National

Victor Fay

La direction du parti a préparé, en vue du prochain Conseil national, un rapport qui ne se contente pas de confirmer ou d'élaborer avec plus de détails l'orientation fondamentale fixée par le Congrès de Dijon, mais tend à la traduire en termes de stratégie.

Il ne suffit pas de déterminer une stratégie, c'est-à-dire la disposition des forces fondamentales et de leurs réserves à une étape déterminée de la lutte des classes, il faut encore lui donner des formes tactiques adaptées.

Prenons un exemple concret : l'une des campagnes qui a été décidée par la direction du parti concerne le contrôle ouvrier. C'est juste, à condition que ce mot d'ordre stratégique de « contrôle ouvrier » soit interprété d'une manière conforme aux objectifs que se fixent les ouvriers. Or, le mot d'ordre de contrôle ouvrier peut être interprété de plusieurs manières. A la veille de la conquête du pouvoir par les bolcheviks, en ce qui concerne le prolétariat urbain, l'objectif fixé par le parti n'était pas la socialisation immédiate des principaux moyens de production, mais le contrôle ouvrier. Bien entendu, ce contrôle concernait la production, la suppression du secret de fabrication, l'examen par les représentants ouvriers du budget, etc. On n'en est pas là en France et ce mot d'ordre doit être traduit d'une manière plus modeste : contrôle de l'embauchage et du licenciement, du rythme et de la durée du travail, l'organisation du travail dans l'atelier d'abord, dans l'entreprise ensuite. De telles revendications partielles, qui s'insèrent dans l'objectif global de contrôle ouvrier, pourront être ensuite dépassées au moment où le rapport de forces changera en faveur du prolétariat.

Le mot d'ordre de contrôle ouvrier est plus conforme au stade actuel de la lutte que celui lancé au mois de mai 1968 de pouvoir ouvrier, étudiant, paysan, etc.

Il est difficile en effet, pour un parti qui vise la conquête du pouvoir par les travailleurs, de revendiquer un pouvoir pour les paysans, un pouvoir pour les étudiants, un pouvoir pour les ouvriers, comme si le pouvoir était divisible, alors que la conquête du pouvoir doit s'opérer dans le pays tout entier, posséder une direction unique aussi bien pendant la lutte pour le pouvoir qu'après la prise du pouvoir, car le pouvoir des travailleurs est UN.

Le rapport soumis à la réflexion des membres du parti constitue un progrès par rapport aux thèses, parce que l'on est descendu du ciel de formules abstraites, générales, « historiquement valables », sur la terre des applications concrètes.

L'on essaie d'analyser l'évolution du parti communiste et son originalité ; d'analyser ensuite ce que l'on appelle les « groupements gauchistes » qui se sont développés à gauche du parti communiste et qui, malgré leurs divisions et leur sectarisme, constituent, sinon un fait nouveau, du moins une force beaucoup plus grande que celle qu'ils représentaient avant le mouvement de mai-juin 1968.

En ce qui concerne le parti socialiste, l'insuffisance d'analyse et même son inexactitude sont frappantes. Le document dit que « ce parti représente en fait une bourgeoisie modeste de petits employés et de fonctionnaires ». Il est erroné d'assimiler à la bourgeoisie les petits employés ou les petits fonctionnaires. Contrairement à ce que dit le document, à savoir que « le parti socialiste est limité dans la classe ouvrière à quelques zones peu nombreuses », et que « son influence en milieu paysan, enseignant et étudiant, est quasi nulle », ce parti possède encore une implantation bien que décroissante dans des centres ouvriers importants, comme le Nord et le Pas-de-Calais, l'Aisne, les Bouches-du-Rhône, la Haute-Vienne. Quant à son influence en milieu paysan, elle demeure importante aussi bien dans le sud-ouest que dans le sud-est de la France.

Enfin, dire que le parti socialiste ne possède qu'une faible influence en milieu enseignant, c'est oublier que jusqu'à présent, parmi les instituteurs, le courant social-démocrate exerce une influence prépondérante.

Il en découle des conséquences stratégiques et tactiques erronées. Si vraiment le parti socialiste ne dispose que d'une très faible influence en milieu ouvrier, paysan, enseignant, alors, des actions communes et des alliances avec ce parti ne présentent pour le P.S.U. qu'un intérêt tout à fait secondaire. Or, ce n'est pas juste. Il est incontestable que les rapports de forces entre le parti socialiste et le parti communiste se sont modifiés en faveur de ce dernier ; que le parti communiste exerce une influence prépondérante en milieu ouvrier ; que, pour le P.S.U.,

la recherche d'une action commune doit être orientée vers le parti communiste et vers les milieux qu'il influence.

Cependant l'affaiblissement du P.C. doit permettre au P.S.U. de gagner la sympathie de nombreux travailleurs socialistes qui ont perdu confiance dans leur parti.

Il est juste en période actuelle de préconiser, tout en critiquant leur sectarisme et leur division, des alliances prioritaires avec les groupements d'extrême gauche.

Mais alliance prioritaire ne veut pas dire alliance exclusive, refus de rencontres, refus de négociations avec les organisations ouvrières traditionnelles. C'est pourquoi il est insuffisant de caractériser les projets politiques des partis traditionnels comme « concurrents du nôtre », parce qu'ils sont parfois complémentaires du nôtre.

Ce qui est plus préoccupant dans cette analyse des relations entre notre parti et les autres organisations se réclamant du socialisme, c'est la phrase suivante : « Il existe sur ce plan des alliés et aussi deux organisations qui sont au mieux des interlocuteurs, parfois des adversaires. » Les alliés, ce sont actuellement des organisations d'extrême gauche avec lesquelles nous avons une certaine parenté. En ce qui concerne les deux organisations traditionnelles, c'est-à-dire le parti communiste et le parti socialiste, il est inexact de dire qu'au mieux ce sont nos interlocuteurs et parfois des adversaires. Pourquoi ? Parce que d'abord il faut très nettement établir une discrimination entre l'ennemi de classe et l'adversaire au sein de la même classe. L'ennemi de classe que le document traite d'« adversaire », ce sont les représentants de la bourgeoisie ; la contradiction qui nous oppose est, comme dit Mao Tsé-toung, antagonique, elle ne peut être surmontée que par la suppression de l'un des antagonistes.

Tout autrement se présente la relation au sein du mouvement ouvrier. Nos interlocuteurs, avec lesquels nous devons engager un dialogue permanent, aussi bien socialistes que communistes et que « gauchistes », se réclament des mêmes objectifs historiques que nous.

Quand nous discutons avec ces interlocuteurs, quand nous confrontons nos moyens de lutte, nous pouvons arriver, dans certaines circonstances, soit à des accords partiels, soit à des désaccords partiels.

Il faut être beaucoup moins rigide dans la définition des relations qui existent entre les organisations se réclamant du socialisme, sinon on risque d'aboutir à un nouveau stade d'isolement. Or, grâce à une attitude juste prise au cours des événements de mai-juin 1968, et malgré quelques erreurs tactiques, nous avons réussi à nous faire connaître des ouvriers qui ignoraient notre existence.

Voilà pourquoi est erronée la formule selon laquelle « au stade actuel de développement du mouvement, les rapports d'organisation à organisation ne peuvent avoir aucun débouché ». Une telle attitude ne peut mener qu'au « front unique à la base » et aux tentatives de débouchage.

D'ailleurs, cette formulation est contredite par d'autres, plus souples, qui envisagent des accords d'organisation à organisation en vue d'actions partielles.

Prenons un exemple : notre parti a décidé de mener une campagne contre le renouvellement du Pacte atlantique. Nous ne savons pas encore quelle sera la position du nouveau parti socialiste à l'égard de ce renouvellement, étant donné qu'une aile considérable de ce parti est profondément attachée au Pacte atlantique. En revanche, nous savons de science sûre que le parti communiste d'un côté et les différentes organisations d'extrême gauche de l'autre mèneront une campagne contre ce renouvellement. Il est souhaitable que nous proposons à ces organisations de mener cette campagne en commun.

Nous ne pouvons pas conclure des accords englobant à la fois le parti communiste et les formations gauchistes, mais nous pouvons offrir aux uns et aux autres des accords séparés.

En ce qui concerne le nouveau parti socialiste, nous pouvons lui proposer la lutte contre les formes les plus dangereuses de l'urbanisation, et il paraît difficile que le parti socialiste refuse une telle campagne commune qui, bien entendu, pourrait englober aussi le parti communiste. Si de tels accords partiels ne pouvaient se réaliser au plan national, rien ne nous empêche de les proposer à des niveaux inférieurs, au plan régional et au plan local.

Chacun de ces accords partiels, limité dans le temps, dans l'espace et dans les objectifs, qu'ils soient offensifs ou défensifs, constituerait un pas en avant vers la réalisation de l'unité de lutte des travailleurs.

Nous n'avons pas à dicter aux autres organisations ce qu'elles doivent faire. Nous pouvons leur proposer certaines actions et faire tout pour qu'elles acceptent, et, dans ce sens, notre rôle unitaire persiste. Ce rôle unitaire ne peut pas se limiter à des accords électoraux. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille exclure de tels accords. Dans certaines circonstances, des accords électoraux sont souhaitables, et, étant donné le rapport de forces à l'intérieur du mouvement ouvrier, il n'est pas juste de dire que le P.S.U. doit être présent partout et à tous les niveaux parce qu'une telle décision dépasse nos possibilités et disperse nos forces. Elle risque de nous détourner du travail dans les entreprises et de diviser, dans certains cas, les forces ouvrières face au candidat unique de la bourgeoisie.

Nous devons, avec la plus grande vigueur, nous démarquer aussi bien par rapport au type de l'organisation social-démocrate, à objectifs purement électoraux, qu'au type de l'organisation communiste, soumise au régime de centralisme bureaucratique.

Le projet de l'organisation de groupes de travail sur le terrain

paraît valable ; c'est une tentative de trouver une nouvelle forme d'organisation et une structure originale.

Ce projet ne doit cependant pas être considéré comme une panacée. Il s'agit d'un projet qui doit être appliqué d'une manière très souple, très ouverte, parce que si nous savons ce que nous ne voulons pas, nous savons beaucoup moins où nous allons parce que ces nouvelles structures n'existent pas encore.

En tout état de cause, il n'existe pas de type idéal d'organisation ouvrière ; à chaque étape de son développement le mouvement ouvrier sécrète les formes spécifiques de son organisation. Ces formes, après avoir joué un rôle progressif, sont nécessairement dépassées, de stimulants elles deviennent des entraves au développement du mouvement ouvrier et doivent être rejetées.

« Le P.S.U. constitue, dit le texte, le premier élément d'un parti capable de diriger une révolution socialiste en pays développé. Il n'y suffira pas seul. » Il est évident que le P.S.U. peut être à l'avenir une

des composantes d'un mouvement de caractère révolutionnaire, dont les perspectives et les formes d'organisation ne sont pas encore déterminées. En tout cas ce n'est pas à l'heure présente son objectif central. Le texte précise par ailleurs qu'un tel parti « ne peut s'identifier à aucun des systèmes idéologiques qui caractérisent chacun des groupes qui en font partie ». Ce qui veut dire que, tout en étant un parti révolutionnaire, le P.S.U. demeure un parti pluraliste.

Quand le texte dit que « le courant socialiste n'admet pas de commandement commun », quand il précise qu'il « ne peut pas exister de direction politique générale, constamment éclairée de manière correcte sur les désirs et les orientations de la base », il se montre trop modeste. Pourquoi ? Parce que le courant socialiste et en général le mouvement ouvrier ont un besoin absolu d'un « commandement commun » à condition que celui-ci ne soit pas imposé ou formé par en haut sans être une émanation authentique de la classe ouvrière. Dans les conditions actuelles, une direction politique générale exprimant de manière correcte les intérêts ouvriers paraît difficile à réa-

liser. Non seulement elle peut mais elle doit exister parce que son existence conditionne la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Alors que le texte parle de la « pression de la base aidée par un pouvoir socialiste utilisant les formes légales » (pouvoir socialiste issu de quelles conditions et de quelles luttes ?), il omet de préciser que, dans une « situation sociale tendue », le recours à des moyens révolutionnaires de lutte est souvent inévitable. Il faut rééquilibrer ce texte, en ajoutant que, si nous admettons l'utilisation des formes légales de lutte, nous admettons également le recours à des formes de lutte qui dépassent la limite de la légalité bourgeoise.

Rappelons à ce propos les phrases finales du « Manifeste communiste » de 1848 dont les auteurs, Marx et Engels, déclarent fièrement : « Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout ordre social traditionnel. » □

Le P.C.F., contre-révolutionnaire ?

Afin de lever un certain nombre d'ambiguïté, le Conseil National devra prendre un certain nombre de positions claires.

● Sur notre analyse et notre stratégie vis-à-vis du P.C. :

Etant donné que le P.C. représente actuellement le « parti de la classe ouvrière », que nous devons tenir compte de son existence dans toutes les actions que nous menons avec, en dehors ou contre lui, il est important d'avoir une stratégie claire.

Ou bien nous pensons que le P.C. est ce qu'il est, mais qu'il reste la principale force de « gauche », que l'on ne peut rien faire sans lui et encore moins contre lui. En conséquence, il demeure notre allié principal. C'est la position de ce que la presse bourgeoise appelle « la gauche non communiste », elle va de Savary à Martinet en passant par Mitterrand.

Ou bien nous pensons qu'il est réformiste, qu'il constitue la nouvelle social-démocratie. (Les exemples ne manquent pas : pra-

tique « électoraliste » d'alliance avec l'ex-F.G.D.S., pratique « économiste » dans les entreprises, programme réformiste « pour une démocratie avancée », condamnations systématiques de toutes les actions violentes, absence de soutien aux militants arrêtés, attitude répressive vis-à-vis des militants non « communistes », méconnaissance des aspects culturels de la lutte des classes.)

En ce cas, le P.C. en tant qu'organisation apparaît objectivement contre-révolutionnaire. (Il ne s'agit pas des militants mais du parti.) En conséquence nous ne pouvons rien attendre en tant qu'organisation ; au contraire nous devons agir de façon autonome (en définissant mieux nos objectifs et en apportant nos analyses spécifiques lorsque nous militons avec des camarades du P.C.), être partout où on lutte et dénoncer systématiquement ses trahisons (en évitant de tomber dans l'anticommunisme).

● Sur notre stratégie générale :

Le pouvoir doit être ébranlé par la conjonction d'actions multiples en des lieux divers (politiques, syndicales et culturels).

En ce qui concerne les élections politiques :

Ou bien on participe avec « l'espoir » d'être élu et alors on risque de passer très rapidement à l'électoralisme.

Ou bien on considère que la conquête d'un siège de député par le P.S.U. n'ébranle pas le régime de la bourgeoisie et on participe aux élections dans des cas très précis, en annonçant clairement la couleur : les élections sont une tribune. (La conquête d'une majorité parlementaire ne change rien à la nature du système. Nous ne voulons pas être la « tête » de l'Etat mais changer radicalement cet Etat. Nous voulons détruire l'Etat bourgeois.)

Cette stratégie peut être généralisée partout où des prises de pouvoir sont possibles (plan culturel ou syndical).

Là où on décide parce que cela peut être utile de prendre des pouvoirs ou de participer au pouvoir

(organisation de parents d'élèves, comités de quartiers, syndicats à tous les niveaux...) on doit systématiquement préciser quelle est la limite de cette prise de pouvoir. (Nous devons faire très attention à ne pas être la caution de gauche de directions syndicales ou culturelles opportunistes ou droitières) et que l'important c'est la destruction du pouvoir central et son remplacement par la « dictature du prolétariat » à tous les niveaux.

Des votes clairs sur ces différents choix ne leveront pas toutes les ambiguïtés dans la pratique du parti, mais néanmoins ils éviteront que se reproduise le décalage que nous avons senti entre les thèses du VI^e Congrès et nos « pratiques électorales » depuis Dijon.

Thérèse Cousin
Michel Hédouin
Marc Harwick

La farce portugaise

Jean-Louis Auduc

Dans un moment de crise du régime provoqué par la disparition politique de Salazar, Caetano voulait gagner du temps, se renforcer au pouvoir en éliminant ses ennemis personnels, en changeant les cadres et en rationalisant certains aspects de la politique fasciste. Un des buts de sa démagogie libéralisante était celui de créer l'expectative et la passivité, d'attirer vers la collaboration les éléments les plus vacillants de l'opposition et d'éviter de rendre un affrontement social plus aigu. La vague de luttes de dizaines de milliers de travailleurs, avant tout de la classe ouvrière, a été la faillite du plan « caetaniste ». Ces luttes, en réalité, ont brisé le climat d'expectative et ont mis les secteurs modérés de l'opposition devant leurs responsabilités et ont été le facteur ayant entraîné l'actuelle situation politique portugaise.

Malgré la menace et la répression, la majorité des luttes a été couronnée de succès, total ou partiel, et en ce moment les organisations ouvrières sont en train de tirer le bénéfice de leurs actions, de chercher à assimiler les expériences des derniers mois et de les développer vers de nouveaux objectifs. Dans certaines régions, le travail organisationnel commence à se faire en profondeur...

« Les travailleurs portugais, et en particulier la classe ouvrière, sont l'axe fondamental de la lutte antifasciste. Ils seront donc dans les prochains mois les protagonistes de la lutte pour la destruction du fascisme... »

Par ce communiqué publié peu avant les élections, le Front Populaire de Libération Nationale (F.P.L.N.) analyse la situation au Portugal actuellement.

Les élections du 26 octobre n'ont en rien changé cette analyse, elles ont simplement permis de vérifier concrètement plusieurs des points présentés.

Par cette mascarade électorale, Caetano prétendait, sans trop de problèmes, raffermir son régime et se donner une couverture de respectabilité vis-à-vis des organisations internationales. Pour arriver à son but, les moyens les plus divers ont été employés : 80 % de la population écartée des bureaux (un million huit cent mille sur neuf millions), dans les colonies 150.000 votants, pressions diverses, emploi de la police politique (P.I.D.E.), refus de meetings publics, etc.

En fait, les leçons à tirer de ce scrutin sont de deux ordres :

La social-démocratie représentée par le Comité électoral d'Union démocratique, dirigé par Mario Soarès, symbole du réformisme, s'est empressée de se saisir de la « carotte » de Caetano et, en fait, de jouer le jeu que celui-ci désirait en se contentant d'être une « opposition de sa majesté ».

En effet le parti gouvernemental, l'Union nationale, a porté la majeure partie de sa campagne sur la nécessité des « territoires d'outre-mer », c'est-à-dire sur la poursuite des guerres coloniales.

Or le C.E.U.D. n'a eu aucune position claire sur ce problème fondamental.

En face de la position de Caetano offrant des garanties à l'impérialisme américain pour ses colonies (droits d'implanter des bases, etc.), la social-démocratie se contenta de parler d'ouverture des dossiers, d'information sur ces problèmes et lança le mot d'ordre de « pas de guerre, pas d'abandon ». En fait, le dossier est déjà plus qu'ouvert puisque la Guinée est déjà libérée aux deux tiers par le P.A.I.G.C., l'Angola à moitié par le M.P.L.A., le Mozambique à un tiers par le FRELIMO, et que toutes ces guerres coloniales se traduisent par des milliers de morts.

Celle-ci s'est complètement discréditée sur le plan de la lutte concrète contre le fascisme et au niveau strictement électoral, elle arrive loin derrière la Commission Electorale Démocratique (C.E.D.), qui défendait une position d'autodétermination des peuples colonisés et qui a tenté de se servir de ces élections uniquement comme tribune pour les idées socialistes.

En fait, et c'est la deuxième constatation, peu importe le nombre de voix total de la C.E.D., elle-même l'a réaf-

firmé les élections n'étaient qu'une partie du combat qui doit continuer après cela sur les fronts de luttes ouvriers et étudiants.

Le nombre des abstentions montre qu'un grand nombre de travailleurs n'acceptaient pas la mascarade fasciste. Cela constitue la preuve que ce n'est qu'au travers d'actions du type d'avril 69 à l'université de Coimbra ou du 19 octobre où une assemblée générale des cheminots décida une grève d'une heure (fait sans précédent) que pourra se réaliser la lutte pour abattre le fascisme.

Cette farce terminée, la lutte des camarades portugais ne fait que commencer. Il est évident que les travailleurs émigrés en France, qui n'ont pas eu même la possibilité de voter à ces élections, sont partie prenante de ce combat, et que les militants révolutionnaires français ont à la fois un rôle de soutien aux militants portugais qui combattent dans leur pays, mais aussi de lutte en faveur des libertés politiques pour les immigrés et contre la surexploitation capitaliste dont ils sont victimes. □

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

Ouvert sans interruption de 9 à 19 h ; samedi de 9 à 13 h.

VOUS PROPOSE

• Liste N° 1

La classe ouvrière et le régime gaulliste, P. Naville	18,00 F
Les problèmes de la planification socialiste, C.E.S.	12,00 F
Le Japon - 3° Grand, R. Guillaïn	24,00 F
Ho Chi Minh, J. Lacouture	6,00 F
Sur le fascisme - 2 volumes, D. Guérin	12,30 F
Les 20 Amériques latines - 3 volumes, M. Niedergan	18,00 F
Le mouvement de mal ou le communisme utopique, A. Touraine ..	21,00 F

Prix réel 111,30 F

Notre proposition 100 francs franco.

• Liste N° 2

En partant du capital	20,60 F
Lettres à Kugelmann, Karl Marx	15,40 F
Marx et Engels, D. Riazanov	15,00 F
Karl Marx, homme, penseur et révolutionnaire, D. Riazanov	15,40 F
La théorie du matérialisme historique, N. Boukharine	20,00 F
Que faire ?, Lénine	7,50 F
Dix jours qui ébranlèrent le monde (édition reliée), John Reed ..	32,00 F

Prix réel 125,90 F

Report liste N° 1 111,30 F

Franco 237,20 F

Notre proposition : franco 200, F.

**BON DE COMMANDE : A adresser « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris (15°)
C.C.P. PARIS 58-26-65**

Liste N° 1 : 100 F.

Liste N° 1 et 2 : 200 F.

PAIEMENT A LA COMMANDE



Collombert

Le racket des immigrés

Michèle Descolonges

Comme on a pu avoir ses pauvres, on a maintenant ses immigrés. Depuis moins de dix ans, 500 organisations se sont constituées qui « s'occupent d'immigrés ». D'où viennent les fonds, à quoi sont-elles véritablement destinées ? Leur pratique laisse percevoir des finalités douteuses.

A côté de cela de rares organisations, créées par les immigrés eux-mêmes, tiennent le coup malgré des difficultés juridiques et financières très graves.

Avec Sally N'Dongo, président de l'U.G.T.S.F. (Union générale des travailleurs sénégalais en France), nous avons discuté de ces problèmes : comment les travailleurs immigrés décident-ils et peuvent-ils s'organiser, quelles sont leurs luttes ?

— Mes expériences de travail avec les associations françaises en direction des travailleurs immigrés sont presque négatives. Elles sont de mauvaise foi ou paternalistes et même franchement racistes. Actuellement quelques-unes sont efficaces comme le Comité médical d'aide aux migrants.

Je connais des associations dont le but réel est le racket. Les immigrés, surtout les Africains, qui arrivent en France ne comprennent rien de ce qui les entoure ; si en échange de leur argent on leur promet monts et merveilles ils le croient ; dans ces conditions l'escroquerie est facile, d'autant plus qu'ils ne savent pas comment se défendre ensuite.

Il y a des avocats qui nous aident beaucoup. Je peux leur envoyer dix ou quinze gars, ils les défendent gratuitement.

L'idéal serait une seule organisation en liaison avec les pouvoirs publics. Par exemple un secrétariat d'Etat qui serait chargé de tous les problèmes techniques.

— Tu ne crois pas que le secrétariat d'Etat dont tu parles serait

contraire au rôle que jouent les travailleurs immigrés dans la production ?

— Oui, d'ailleurs les « spécialistes » du gouvernement français sont les ex-coloniaux. Ils n'ont jamais compris ce qui se passait en Afrique (à ce moment c'étaient eux les illettrés), ils ne sont pas plus aptes à résoudre les problèmes de l'immigration, ou plutôt ils essaient de les résoudre avec un esprit de colonisateurs.

Si on veut s'occuper, aider, etc., des immigrés, il faut savoir quels sont les besoins actuels : un soutien moral et un soutien matériel.

Le premier travail c'est l'éducation. Même s'ils sont de bonne volonté, les Français ne peuvent la mener seuls. Il ne suffit pas d'alphabétiser, il faut expliquer. Par exemple le travailleur est là pour mettre de l'argent de côté ; si tu lui proposes un lit dans une cave à 20 F par mois il accepte. Il faut lui expliquer que à 20 F par mois il achète la maladie.

Il faut donner une éducation sociale, syndicale et politique, c'est-à-dire civique. Pour les travailleurs africains, Mai 68 a été un choc, car ils se sont rendu compte que les ouvriers pouvaient paralyser un pays entier, et donc que ce qu'ils font ou ne font pas a de l'importance : ils ont un rôle précis à jouer.

Certains groupes d'étudiants, ceux qu'on appelle les gauchistes, arrivent et disent : « Allez, on commence des cours d'alphabétisation. » Ils sont sympathiques, seulement est-ce qu'ils accepteraient qu'on arrive comme ça chez eux, sans leur demander leur avis ? Ils viennent deux fois, la troisième ils ne sont pas là, puis ils reviennent. Comment veux-tu que les travailleurs aient confiance en eux ?

Ils font de la mauvaise éducation politique. Ils disent : « On vous exploite, et les capitalistes », etc. Personne ne comprend ce qu'ils racontent. C'est comme si tu envoies un

caillou au ciel. Un garçon qui a toujours vécu dans la brousse ne sait pas ce que c'est capitaliste, exploiteur.

Mais surtout ils mettent les travailleurs africains en cause, ils les désignent au gouvernement et à la police. Ceux-ci peuvent dire : « Voyez ces immigrés, ils font de la politique chez nous. » Aussi bien à Drancy qu'à Ivry, quand les histoires ont commencé, certains travailleurs ont été expulsés. On leur dit : « Il faut protester », ils protestent ; mais on ne leur dit pas comment se défendre dans leur entreprise, comment écrire aux journaux, comment faire le tam-tam. C'est ça le vrai travail politique. Il faut dire ce qu'il faut faire s'ils sont renvoyés. Si on te donne un papier à signer, ne signe pas. C'est la vraie politique, tu réveilles le gars.

— Les étudiants africains sont-ils en contact avec vous ?



Collombert

— Oui certains viennent à nos assemblées. Mais c'est le même problème. Ils font des discours sur le néo-colonialisme. Les travailleurs ne savent pas ce que c'est le colonialisme, alors le néo... Les étudiants, ils font des campagnes électorales, les grandes déclarations et tout et tout, et quand tu arrives dans le pays ils sont chefs de cabinet, ministres ou même chef de l'Etat, et ils ont oublié leurs discours.

Et puis je ne crois pas ceux qui disent qu'ils sont maoïstes ou pro-soviétiques. On ne peut pas recopier. Un N'Dongo ne peut pas être Mao. La révolution ça veut dire : mort ou vif il faut que ça change. Je ne peux pas changer mon pays parce que je suis pro-soviétique ou maoïste.

Il faut faire avec le temps. Il y a huit ans que nous avons créé l'association et ça commence à changer. Tous les jours il faut recommencer. Je suis nouveau tous les jours.

— Quel est le rôle d'un parti politique en France ?

— Notre travail à nous ne peut pas déboucher si les partis politiques ne mènent pas la lutte de leur côté. Par exemple sur le problème de la coopération, sur la distorsion des avantages sociaux, sur la nécessité de donner une formation professionnelle aux immigrés. Le patronat n'a pas intérêt à donner une qualification aux immigrés, ils les utilisent comme les balais : quand ils sont usés on les jette.

Il faut informer la population française, mais je n'y crois plus beaucoup. Je vois bien ce que font les journaux : ils exploitent la bonne foi des travailleurs immigrés et renforcent le racisme des Français.

L'exploitation matérielle est très importante, mais ce qui est plus grave c'est l'exploitation de l'ignorance. □

Confrontations sur le Moyen-Orient

Henry Rosengart

Deuxième mythe :

Le conflit au Moyen-Orient serait fondamentalement le choc de deux communautés nationales.

Notre camarade Denyse Franck, de Saint-Nazaire, nous a adressé, à plusieurs mois d'intervalle, deux longues lettres. La première est



A.F.P.

composée de deux parties : un exposé sur « La Palestine depuis 1880 » et un autre sur le thème « Les Juifs français et Israël » — traité également dans sa seconde lettre. Nous donnerons plus loin des extraits de ce dernier thème aussi larges que possible. Pour le premier exposé, il nous est impossible de le passer intégralement (faute de place encore une fois), ni de le tronquer, car il est aussi abondant que l'histoire du sionisme, et les points sur lesquels insiste notre camarade s'enchevêtrent sans cesse. Mais nous ne croyons pas dénaturer sa pensée en dégageant deux points principaux de son exposé :

1) La Palestine à l'arrivée des Juifs était une terre pratiquement dépeuplée ;

2) Les révoltes arabes au cours de l'entre-deux-guerres étaient des pogromes antisémites suscités par les riches éfendis contre les « juéo-bolcheviques ».

Ce sont là deux contre-vérités monumentales, deux édifices mensongers qu'une propagande très bien faite a enfoncés dans des millions de têtes et que la lecture comparative des très nombreux ouvrages parus fait s'écrouler complètement. La documentation à laquelle se réfère notre camarade est du reste éloquent : le « Guide Nagel sur Israël » ; l'« Etat d'Israël » de List ; le « Grand Tournant Arabe » d'Abd El Kader, les livres de « Que Sais-je ? ». Que notre camarade ait en tête les idées qu'elle nous expose ne peut, dès lors, nous surprendre !

On ne le dira jamais assez : la Palestine n'a jamais été une terre dépeuplée ! C'est cela, le scandale intolérable du projet sioniste : la volonté originelle d'expulser de leurs terres leurs habitants légitimes pour en installer d'autres à leur place. « Je ne trahis aucun secret », déclarait Weizmann « en disant que nous nous sommes mis

d'accord avec l'Angleterre pour qu'elle nous livre la Palestine débarrassée des Arabes avant la fin du mandat ». Quant à Nathan Chofshi, un des pionniers juifs en Palestine, il écrit : « En dernière analyse, les faits se présentent ainsi : voilà un peuple qui a vécu dans son pays depuis 1 300 ans. Nous sommes arrivés et nous avons fait des Arabes de lamentables réfugiés. Et nous osons encore les dénigrer et les calomnier et galvauder leur nom. » Les aveux de ce genre ne se comptent plus. C'est cette condition à laquelle on voulait réduire les Palestiniens qui a déclenché les révoltes populaires que les auteurs sionistes auxquels se réfère notre camarade ont su si habilement dénaturer.

Soit, dira-t-on. Les Arabes palestiniens ont subi une injustice. Mais aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, les 2,5 millions de Juifs vivant actuellement en Palestine sont une réalité sur laquelle on ne peut revenir. Comme dit le camarade Gourevitch : « Nous n'admettons pas que la dénomination « peuple palestinien » puisse concerner uniquement la partie arabe et non la partie juive, qui a autant de droit à l'existence que l'autre. »

Et il ajoute : « Nous sommes d'accord qu'il faut réduire à l'impuissance les forcenés comme Dayan ou Begin qui, profitant du complexe d'encerclement des Israéliens, peuvent impunément imposer leurs visées annexionnistes. Mais ce n'est pas en adoptant une position unilatérale que les socialistes du monde entier peuvent aider les forces de gauche d'Israël à les neutraliser. »

Et notre camarade propose de soutenir la perspective de l'établissement de deux Etats, « l'un juif, l'autre arabe, provisoirement séparés » et de « faire tout notre possible pour que des deux côtés les éléments les moins chauvins et les moins conservateurs

puissent prendre le dessus ». Quant à la camarade Denyse Franck, elle écrit :

« Nous devons, nous socialistes, tout faire pour que se crée une République Socialiste Palestinienne. Je ne crois pas pour ma part, et en cela je ne suis pas d'accord avec El Fatah, à une grande Palestine binationale. Il me semble important que des Juifs puissent être majoritaires dans un pays, qui ne peut être qu'Israël, surtout quand on sait que dans les pays arabes la religion musulmane est religion d'Etat, et que les Arabes musulmans maltraitent trop souvent leurs minorités tant ethnique que religieuse (Kurdes, Noirs chrétiens du Soudan, etc.). Il ne faut pas pour autant être inconditionnels du gouvernement d'Israël, mais nous pouvons trouver des points d'accord avec les positions du Mapam. »

Précisons, à la décharge de notre camarade, que ses lignes ont été écrites il y quelques mois. Depuis, peut-être s'est-elle rendu compte de la nature réelle d'un parti « socialiste » qui, imitant en cela ses confrères français, anglais ou allemands, pratique l'Union Sacrée avec les « forcenés comme Dayan et Begin »... Le camarade Gourevitch, lui, ne semble pas encore être convaincu au sujet de la « gauche » israélienne, pas plus que ne l'est le « Comité de la gauche pour la paix négociée au Moyen-Orient » qui, tombant dans le piège classique tendu depuis toujours par la bourgeoisie à la petite-bourgeoisie, prend pour un conflit entre deux communautés nationales ce qui est en fait l'antagonisme entre, d'une part, un peuple expulsé de ses terres et se reconnaissant depuis deux ans dans ses authentiques représentants et, d'autre part, un pouvoir réactionnaire, soutenu par la haute finance internationale et faisant peser sa domination sur tout un peuple aussi totalement intoxiqué que l'était le prolétariat européen en août 1914. C'est

Nous publions ci-dessous la deuxième partie de l'article de notre collaborateur H. Rosengart dont la première partie est parue dans le n° 426 du 23 octobre.

ainsi que toute cette « Gauche » en vient à commettre aujourd'hui la même erreur commise durant la guerre d'Algérie par Camus qui, rapelons-le, traduisait celle-ci en termes de conflit entre deux communautés !...

Nous n'avons pas la place de nous étendre ici sur ce comité. Reproduisons seulement à son propos le premier reproche que nous fait G. Gourevitch, c'est-à-dire de n'avoir pas mentionné, au sujet de l'affaire de Sarcelles, « ... les réunions organisées par le Comité de la gauche pour la Paix au Moyen-Orient à la Cité Universitaire et qui n'ont pu avoir lieu à la suite du scandale causé par des partisans d'El Fatah. C'est un mensonge par omission indigne de « Tribune Socialiste. »

Ce Comité de la gauche, etc., qui ne fait pas mystère de son sionisme (Cf. sa revue « Eléments »), a voulu faire projeter à la Cité le film « Un Mur à Jérusalem » qui constitue une falsification monstrueuse autant qu'hypocrite de l'histoire d'Israël. Les militants anti-impérialistes de la Cité en ont empêché la projection, comme ils l'auraient fait si l'on s'était avisé de présenter « Les Bérérets verts ». Pour bien montrer à qui ces militants s'opposaient, voici un extrait révélateur d'un texte sioniste écrit à propos de cet événement et ayant pour titre « Contre les fascistes rouges », dans lequel on s'en prend pour finir au curé de Sarcelles (à propos des événements que nous avions relatés) dans les termes suivants :

« C'est tout de même une curieuse tolérance et une étrange alliance que celle qui réunit dans une action commune contre les Juifs d'Israël, El Fatah, les émeutiers et les dépaveurs de Paris et le curé de Sarcelles-Lochères » (lequel n'y est d'ailleurs strictement pour rien, car sa salle est à la disposition de toutes les tendances !). « A croire

qu'une certaine Eglise a trouvé ce moyen de s'attaquer aux Juifs par ce nouveau biais, etc. »

Tels sont les gens à qui nous avons affaire !...

Quant à la présence effective de deux millions et demi de Juifs en Palestine, nous ne pouvons qu'approuver ce qu'affirment tous les authentiques représentants du peuple arabe palestinien : la Palestine future, unifiée et démocratique, ne se fera pas sans les Juifs palestiniens, mais avec eux. Et le dialogue entre Arabes et Juifs palestiniens se fera par l'entremise des représentants authentiques des deux communautés. Autrement dit, seront écartés des futurs pourparlers tous les dirigeants sionistes qui — comme les Viviani, Poincaré, Clemenceau, etc. — représentent non pas les aspirations authentiques du peuple mais les intérêts des puissances d'argent. Bref, comme l'a justement affirmé l'Organisation Socialiste Israélienne (Matzpen), le dialogue entre Arabes et Juifs de Palestine sera révolutionnaire. Le sionisme ne saurait y trouver sa place.

Troisième mythe :

Les persécutions contre les Juifs justifient et nécessitent l'existence d'Israël, qui de plus leur appartient historiquement.

Du camarade Pierre Franck, de Saint-Nazaire :

« Je viens de vous retourner l'envoi des 15 T.S. de cette semaine, la raison en étant que je ne peux vendre pareil numéro comportant l'ar-

ticle d'Henry Rosengart sur les Juifs et l'émission télévisée de Desgraupes « Etre Juif ». Je ne puis admettre les élucubrations de ce Monsieur et je suis persuadé que cet article aurait eu le plus mauvais effet auprès de nos lecteurs, qui sont des gens de gauche et non des disciples de Maurras ou Xavier Vallat ou d'inconditionnels (même marxistes) des thèses arabes.

« Le Parti n'en a jamais discuté à la base, et cela me semble (personnellement) une lacune grave.

« Les militants du Parti n'admettent certainement pas toutes les idées plus ou moins trotskystes de J.-M. Vincent, dont je sais, personnellement, que les idées sur cette question sont très contestables et contestées. »

De la camarade Denyse Franck, de Saint-Nazaire :

« Une inscription « Mort aux Juifs » suivie de la croix gammée a été faite il y a quinze jours devant la Bourse du Travail de Saint-Nazaire. Elle y est restée pendant huit jours avant que ne l'effacent des militants d'une organisation démocratique. Oui, de l'antisémitisme on glisse vite à l'antisémitisme, l'exemple de la Pologne le prouve actuellement et la France n'en est pas préservée. Mais sans doute Henry Rosengart était-il trop jeune pour porter l'étoile jaune comme je l'ai fait il y a 27 ans, ni vu ses parents ou ses enfants déportés. Et ce doit être également le cas de jeunes Juifs qui rejoignent les camps d'El Fatah. »

Après quoi notre camarade nous transmet un exposé de son fils (15 ans) qu'elle nous en voudra peut-être de ne pas pouvoir reproduire (toujours pour les mêmes raisons : nous ne pouvons pas tout passer) ; il nous faut faire un choix. Celui-ci lui paraît sûrement contestable, mais nous n'y pouvons rien. Nous retenons toutefois du texte de son fils cette phrase : « Et puis Israël pour un Juif c'est avant tout deux choses : le pays des ancêtres et c'est le temple de Jérusalem. »

A la suite de ce texte, notre camarade ajoute :

« J'avoue que personnellement je suis déchirée. Que conseiller à mes enfants ? Rester en France, leur pays, où ils verront leurs enfants traités de sales Juifs comme mes enfants l'ont été, comme mon mari et moi l'avons été ? Partir en Israël ? Abandonner le judaïsme, mais pour moi, c'est une lâcheté tant

qu'un Juif sera encore persécuté dans le monde. Je suis athée, mais est-il interdit à un Juif d'être pieux s'il est socialiste ? Cela n'est pas interdit aux chrétiens, que je sache...

« Pourquoi certains, par amitié pour les Arabes, dénigrent-ils l'ensemble des Juifs ?

« Les Juifs seront-ils enfin libérés par l'établissement du socialisme dans tous les pays ? C'est ce que pensait Trotsky. Hélas ! les faits prouvent qu'il n'en était pas ainsi. D'où son désaccord avec Weizmann qu'il rencontra à Genève. Ce dernier n'avait d'espoir qu'en Israël pour mettre fin aux persécutions des Juifs. »

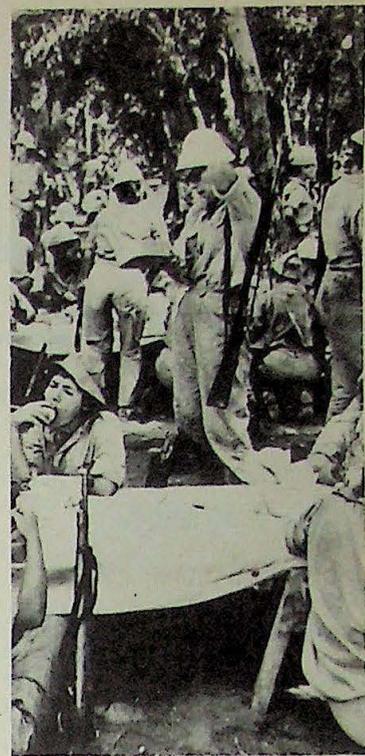
Nous passons sur la suite de la lettre, qui reprend les thèmes de l'exposé historique que notre camarade nous avait adressé (éfendis contre judéo-bolcheviques, pogromes, rencontre de Weizmann et de Fayçal, etc.). L'essentiel du problème ne se situe pas en effet au niveau d'une histoire déformée, ni même au niveau des options politiques, mais bien ici au niveau de ce que notre camarade qualifie elle-même (dans sa première lettre où elle nous fait part du racisme antijuif dont elle a été fréquemment victime, avec exemples précis) de « complexe de la persécution », ajoutant même cet aveu révélateur :

« C'est pourquoi du reste j'ai aidé le F.L.N. algérien par solidarité avec des persécutés. »

On pourrait faire remarquer à notre camarade que les Arabes palestiniens sont eux aussi, qu'elle le veuille ou non, des « persécutés », et qu'on pourrait alors s'étonner qu'elle se refuse, « en tant que persécutée », à se déclarer solidaire d'eux. Ce refus démontre bien d'ailleurs combien les motivations qui poussèrent naguère notre camarade à affirmer sa solidarité avec les Algériens ne suffisent pas à déterminer une attitude politique conséquente. Ce qui la « déchire » (et, avec elle, de nombreux Français d'origine juive) c'est la certitude de n'être pas considérée comme « Française à part entière » par bon nombre de nos compatriotes, avec tout ce que cela peut impliquer, de la part de ces derniers, de mépris plus ou moins dissimulé — car si le racisme antijuif se manifeste aujourd'hui avec beaucoup moins de brutalité qu'avant guerre (avec beaucoup moins de brutalité aussi, notre camarade semble l'ignorer, que le racisme anti-arabe, aujourd'hui), il n'en existe pas moins, comme le prouvent

amplement certains événements tels que l'affaire d'Orléans. Autrement dit, elle se révolte contre un racisme qui empêche son intégration dans la société française, c'est-à-dire dans une société fondée sur l'inégalité sociale, où le pouvoir politique est entre les mains d'une minorité de privilégiés. Il s'agit bien, en effet, de cela, et ce n'est pas l'exemple de la Pologne (que notre camarade prend très abusivement, dans la première lettre, pour un pays socialiste) qui contredit cette proposition : la société polonaise, bien que non capitaliste, répond elle aussi à la définition que nous venons de donner de la société française ; il ne faut donc pas s'étonner si le racisme (antisémitisme, xénophobie) y sévit toujours. En d'autres termes, le racisme ne fait pas partie intégrante d'une hypothétique « nature humaine », mais est intrinsèquement lié à certaines structures sociales que Trotsky, contrairement à Weizmann, combattait. Et contrairement à nous (et d'accord en cela, comme elle en convient elle-même, avec Weizmann), notre camarade croit trouver la solution dans l'établissement d'un Etat où les Juifs seraient majoritaires (Weizmann allait plus loin encore...).

Cette « solution » comporte au moins deux inconvénients majeurs : 1° il est totalement irréaliste de prétendre faire venir tous les Juifs du monde dans un territoire déterminé du globe ; 2° ceci n'est pas seulement utopique, mais particulièrement révoltant, puisqu'il se trouve que ce territoire est peuplé par d'autres, et cela en dépit de toutes les falsifications historiques auxquelles notre camarade se raccroche pour justifier le bien-fondé de l'Etat d'Israël. Pour comprendre cela, il n'est pas nécessaire d'être un « inconditionnel même marxiste des thèses arabes » : il suffit d'avoir du bon sens et des connaissances historiques un peu sérieuses. Mais sans doute, compte tenu de l'irrationalité de leurs options fondamentales, est-ce trop demander à nos camarades Franck de faire un effort pour lire non seulement les ouvrages de List ou de Chouraqui



A.F.P.

(que, pour notre part, nous avons lus), mais aussi ceux de M. Rodinson, de N. Weinstock, de A. Léon, de S. Gerries et de E. Lobel ? (*). Probablement préférèrent-ils rester dans l'ignorance et — aux côtés des Herzl, des Weizmann, des Ben Gourion, des Golda Meir, des milliardaires qui investissent en Palestine et de tous les Guy Mollet sionistes qui les soutiennent — préférèrent-ils revendiquer leur appartenance à une communauté faussement fraternelle où les conflits de classes sont noyés dans le « melting pot » du nationalisme bourgeois ?

Pour notre part, nous avons choisi de ne pas tomber dans le piège des fausses fraternités, qu'elles soient nationalistes, religieuses ou néo-religieuses, ethniques ou pseudo-ethniques. Aux mirages de Verdun et de Jérusalem, nous opposons la fraternisation avec les travailleurs exploités et les peuples opprimés de tous les pays, et par conséquent le combat résolu contre toutes les classes dominantes, qu'elles soient françaises, israéliennes ou arabes, qu'elles soient chrétiennes, juives ou musulmanes. □

(*). Qu'ils daignent seulement lire l'article paru, en ce mois d'octobre, dans « le Monde diplomatique » sous la signature de V. Cygielman, qu'on ne saurait accuser d'antisémitisme... Est-ce trop leur demander ?

nouveauté

VILLES ET CITOYENS

L. Chenot

Méthode d'enquête pour la connaissance d'une ville et stratégie de développement et d'aménagement de la ville.

EDITIONS OUVRIÈRES

Rénovation syndicale

Revue mensuelle

Pour le renouveau du syndicalisme enseignant
En vente à Tribune Socialiste
Numéro triple : 2 F

Festival d'Alger : l'Afrique et le socialisme

Robert Andjely

Dans une première partie (« T.S. » du 11 septembre), la question était posée de savoir sur quoi pouvait déboucher le **Premier Festival culturel panafricain** réuni à Alger, du 21 juillet au 1^{er} août dernier, sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine.

Aujourd'hui, avec le recul et à la lumière des derniers développements de la situation au Proche-Orient, il est intéressant de tirer un véritable bilan de cette manifestation.

Sur le plan artistique, la rencontre fut incontestablement spectaculaire. Danses folkloriques, chorales et solos, ensembles musicaux traditionnels, orchestres et ballets modernes se partagèrent les plus grandes salles d'Alger (refaites pour la circonstance), les trois plus importantes places publiques ainsi que le stade ayant la plus forte contenance. Ceci ne veut pas dire que les peuples algérois, algérien ou étranger y furent étroitement associés. Le régime issu du 19 juin 1965 contrôle fermement les mouvements de masses, même dépolitisés. De plus, l'organisation qui se rodait jour après jour dans l'improvisation devait décourager de nombreux spectateurs.

Néanmoins le courant réussit quelquefois à passer. Sans problèmes, lorsqu'il s'agissait de démonstration de pays du Maghreb, le contact se révélait souvent plus difficile avec les pays d'Afrique noire. Seuls les représentants des Mouvements de Libération (Angola, Mozambique, Guinée-Bissao, Afrique du Sud, Rhodésie, Sud-Ouest Africain) firent monter d'un cran le degré de chaleur populaire et de conscience politique.

Certes, un autre régime (nous pensons à celui de Ben Bella) aurait pu susciter un débordement général d'enthousiasme. Mais cela n'aurait en rien prouvé qu'il y ait eu « communion » entre habitants des deux « rives » du Sahara. Un désert géographique les sépare. Le souvenir de la domination arabe sur une partie de l'Afrique centrale n'est pas totalement effacé. De plus, l'intensité des luttes de libération n'a pas été partout la même, il s'en faut. Enfin, la nature et les modes d'exploitation des richesses ne sont pas les mêmes.

Un débat profond

Ce qui pouvait ainsi sembler inconscient au niveau des masses, est apparu en pleine lumière dans les confrontations entre « élites ». Ces élites qui se sont exprimées à travers le théâtre (officiellement primé), le cinéma ou la confrontation idéologique (en marge du programme officiel) ont été amenées à faire surgir les vrais problèmes. Hormis peut-être la Guinée, l'ensemble des Etats africains souffre d'un complexe à l'égard de l'Algérie. Beaucoup savent qu'ils doivent leur indépendance politique à la lutte héroïque des combattants algériens. De ce complexe est née une sorte de méfiance, la crainte de voir naître (ou renaître) une certaine forme d'impérialisme maghrébin. Cette tendance s'est trouvée aggravée chez les pays anglophones présents à Alger qui ont été amenés à dénoncer plus ou moins vivement « l'impérialisme » linguistique arabo-français.

Dans un tel contexte, où la méfiance le disputait à une volonté unitaire, il était normal que la discussion éprouve des difficultés à se frayer un chemin. Les travaux du symposium qui réunissait des hommes de lettres africains ont connu des passes difficiles. Aux difficultés de fond venait s'ajouter des problèmes de forme : certains participants officiellement mandatés par leur pays étaient loin d'exposer les préoccupations culturelles de ces pays. D'où la longueur des débats en commission et la confusion lorsqu'il fallut rédiger les résolutions finales.

Faut-il le déplorer ? Certes non. Il est bon qu'autour du thème de la « négritude » ou de « l'africanité » (au contenu similaire mais sur une échelle plus vaste) la controverse ait conduit non pas à une condamnation mais au dépassement. Les participants sont tombés d'accord pour admettre que ces expressions ne sont que le reflet de l'état de la lutte de libération. La négritude peut donc être aujourd'hui historiquement surmontée. L'africanité pourra l'être demain lorsque les régions encore dépendantes seront libérées. Ne pas le reconnaître, ce serait perpétuer la dépersonnalisation et la dépossession culturelles africaines. Brillants défenseurs de la

négritude, les Sénégalais ont pu ainsi sauver la face sans rompre.

Libération politique et économique

Dans la recherche passionnée d'un compromis sans facilité, les Algériens ont joué un rôle essentiel. C'est le discours d'ouverture du président Boumediène qui a été adopté comme base d'études, de réflexions et de discussions. Plus prudent que d'autres délégués progressistes dans l'usage du verbe, son intervention permit d'éviter les ruptures.

A partir de là, trois commissions ont fonctionné, ayant pour thèmes :

— Les réalités de la culture africaine,

— Le rôle de la culture africaine dans les luttes de libération nationale et dans la consolidation de l'Unité africaine,

— Le rôle de la culture africaine dans le développement économique et social de l'Afrique.

Au terme de leurs travaux, fut rédigé **Le manifeste culturel panafricain**, document d'une douzaine de pages dactylographiées, et comportant trois chapitres (les thèmes des commissions), ainsi qu'une série de « suggestions et propositions ». Malgré une certaine confusion et de nombreuses répétitions (sous des formes différentes), le lien dialectique entre les trois parties apparaît clairement : survie de la culture africaine, sous de multiples réalités, à la tentative de destruction totalitaire par les puissances colonialistes ; elle est donc élément actif des luttes en cours, ciment de l'unité africaine ; mais son rôle ne saurait se limiter à l'acquisition de la liberté formelle ; elle doit pouvoir servir de support aux luttes économiques et sociales qui conduiront à la destruction du néo-colonialisme et feront barrage à la progression d'un « capitalisme développé » en Afrique : le but final étant la naissance d'une culture nouvelle, expression des masses populaires maîtrisant pour leur propre compte la science et le progrès technique.

Compte tenu des circonstances dans lesquelles il fut éla-

boré, un tel document ne pouvait prétendre à la perfection. Le problème de l'interaction infrastructure - superstructure n'est pas clairement débattu. Mais n'est-ce pas, aujourd'hui, un problème en discussion chez tous les révolutionnaires socialistes et marxistes ? Une autre lacune plus grave et plus étonnante est le peu de place fait à la lutte internationale contre l'impérialisme. Certes, on a pris soin de ne pas enfermer l'Afrique dans les limites spécifiques de son combat. Cependant aucune référence n'est faite à la solidarité des luttes en Afrique, Amérique latine et Asie. Deux hypothèses sont envisageables : désir de s'en tenir au cadre du festival et glissement inconscient dans une sorte de « nationalisme » africain ou limitation volontaire afin de ne pas masquer par des déclarations d'internationalisme actif les contradictions africaines. Car il est frappant de constater que ce document qui stimule la lutte de classes ait été adopté par des pays conservateurs ou néo-colonisés.

Tout ceci montre l'importance du travail fait à Alger à l'occasion de ce symposium sur la culture africaine. C'est pourquoi à défaut de pouvoir publier les conclusions **in extenso**, nous donnons quelques extraits significatifs.

Vers une radicalisation

Une autre question que l'on se pose est de savoir si un tel engagement peut rester lettre morte ? Les derniers développements du conflit au Proche-Orient donnent aujourd'hui l'occasion aux pays conservateurs de reprendre l'initiative en opérant un clivage entre musulmans et non-musulmans.

L'Afrique présente à Rabat à l'occasion du « sommet » islamique n'avait rien de commun avec celle d'Alger d'où étaient absents la R.A.U. et les pays situés à l'est de la Mer Rouge. Cependant, les représentants palestiniens ont été admis à Rabat. C'est un succès. Mais le progressisme arabe, renforcé après les coups d'état du Soudan et de Lybie, devra faire montre de vigilance pour maintenir le conflit israélo-arabe sur le terrain de la lutte contre l'agression sioniste soutenue par l'impérialisme.

De même, les révolutionnaires français doivent prendre conscience de l'intensité que revêt actuellement la lutte de classes en Afrique et s'éviter de prononcer tout jugement qui ne reposerait pas sur une analyse sérieuse de la situation.

Pendant toute la durée du festival panafricain, le mouvement de résistance palestinienne **El Fath** a bénéficié d'une large audience. Mais les Algériens se défendent de prendre partie entre les divers courants de la résistance. Ils approuvent et saluent toutes les actions qui s'appuient sur une idéologie franchement progressiste. Ils ont eu l'occasion de rappeler à Addis-Abeba lors de la 6^e Conférence des états membres de l'O.U.A., l'existence du **Manifeste culturel panafricain**. Mais ils veulent éviter l'isolement. C'est probablement pourquoi ils sont allés à Rabat, après avoir dû par deux fois décommander la visite officielle de Hassan II à Alger.

Quoi qu'il en soit, le 1^{er} **Festival culturel panafricain** peut être considéré comme une étape de la plus haute importance sur la route du progressisme en Afrique. Sept ans après l'indépendance, les Algériens ont montré leur capacité « organisationnelle » et politique. Certes, le régime doit surmonter ses contradictions et « l'option socialiste » connaît des mésaventures. Mais l'orientation n'est pas fondamentalement remise en cause bien que la Charte d'Alger (votée par le premier congrès du F.L.N. en 1964) demeure toujours au fond des cartons et que d'authentiques militants révolutionnaires croupissent en prison.

Le second festival culturel panafricain aura lieu dans trois ans, probablement à Kinshasa. D'ici là, la commission culturelle de l'O.U.A. aura fort à faire pour que soient tenus les engagements d'Alger. Il lui faudra aussi ouvrir la compétition à d'autres disciplines culturelles : cinéma, littérature, peinture, sculpture, etc., et revoir le mode de désignation des jurés, les décisions d'Alger ayant été fortement contestées.

Mais il s'agit là de difficultés somme toute mineures face aux bouleversements socio-politiques qui secouent et secouent encore le continent africain. □

A propos de "More"

Voici la lettre qu'un lecteur de « T.S. » nous a envoyée au sujet du film « More » et de la critique qui en a été faite ici, dans le n° 425. Aux questions que cette lettre pose nous essaierons de répondre dans de prochains articles avec plus de nuances que dans d'autres critiques sur tel ou tel film, où nous tentions de poser des problèmes généraux, théoriques. Mais c'est à ce niveau que nous (spectateurs qui sommes aussi des militants politiques) devons interroger le cinéma.

J.M.

Il n'est pas certain qu'un militant politique doive se désintéresser des contradictions internes d'une classe, « a fortiori » si cette classe est la classe dominante. C'est parce qu'elle est oppressive qu'elle nous concerne.

En effet, cette classe est hégémonique en matière culturelle, ce qui a pour conséquence que non seulement la classe dominante se reconnaît dans un produit artistique mais qu'aussi une grande partie de la classe dominée croit s'y retrouver. Ne serait-ce que pour envisager les tenants et les aboutissants de l'aliénation culturelle de la classe dominée, un tel produit peut être intéressant. De toute façon une œuvre n'est pas révolutionnaire par le seul prétexte qu'elle s'intéresse aux problèmes de la classe dominée. A l'inverse, même si l'œuvre émane de la

classe dominante, elle peut mettre à nu, et souvent même sans le vouloir, le caractère agressif, les conditions de sa survie, le signe de son éclatement. Et si les limites idéologiques de ce genre sont clairement définies, il ne semble pas qu'il faille mettre en cause la compréhension du matérialisme historique de ceux qui s'y intéressent.

Toute autre position semble conduire à une impasse. En effet, étant donnés les moyens et l'influence de la « classe hégémonique », toute œuvre est susceptible à la longue d'être récupérée, voire intégrée à partir du moment où la bourgeoisie en permet la diffusion.

Par conséquent tout film que la censure laisse passer va renforcer le système établi, ne serait-ce qu'en prouvant que ce dernier est capable de supporter la contradiction.

Le vrai cinéma ne s'imagine donc que dans une société socialiste. Le militant marxiste en est réduit à parler d'un cinéma qui n'existe pas et qui reste à faire.

Il semble plus réaliste de nuancer les propos de J. Morel pour en arriver à une conception plus concrète de la dialectique. Car il ressort implicitement de l'article en question qu'un film doit s'adresser obligatoirement à des militants intellectuels, maniant journalièrement des concepts abstraits. Or, c'est supposer le problème résolu. Si J. Morel ne s'adresse qu'aux militants, pourquoi s'occupe-t-il de savoir qu'on ne parle pas de ce film dans les cantines ? Du reste, on n'y parle pas non plus des films sur la contestation en France ou des films révolutionnaires brésiliens par exemple. Dans la mesure où c'est à la masse que s'adresse le cinéma qui a une force d'impact formidable, pourquoi ne pas l'utiliser pour faire ressortir les contradictions, car quand celles-ci se traduisent au niveau d'une œuvre, même bourgeoise, un début de prise de conscience politique peut s'en suivre.

De toute façon, il faut préciser que si un film peut apporter des enseignements théoriques et idéologiques, ce n'est pas sa fonction exclusive. Gramsci a dit : « Si l'art éducatif, mais en tant qu'art. »

● A écouter

1937. Après une longue errance en Europe occidentale et aux Etats-Unis, Prokofiev est rentré depuis trois ans en U.R.S.S. C'est alors que lui est officiellement demandée la « Cantate pour le 20^e anniversaire de la Révolution d'Octobre ». Le musicien russe avait déjà tenté, avec « Pas d'acier », d'écrire une « musique bolchevique », c'est dire qu'il est prêt à assumer une commande qu'il ne considère nullement comme un pensum.

« Octobre » (1) ne sera joué qu'en 1966. Sur le plan musical, ce n'est sûrement pas un chef-d'œuvre méconnu. On a souvent l'impression d'une honnête musique de film, sauf dans le passage culminant « La Révolution » où Prokofiev met en œuvre tout un arsenal de moyens sonores pour exprimer la crise révolutionnaire : sur un rythme haletant, les chœurs s'élançant au milieu des batteries, de la mitraille, des explosions et des hurlements de sirène, tandis que retentissent dans un porte-voix les appels de Lénine. Sans doute frise-t-on là le naturalisme sonore, mais l'organisation musicale des bruits et l'intervention des éléments poétiques (appels de Lénine, thèmes musicaux illustrant le rôle du philosophe militant défini par Marx) confèrent à ce morceau une réelle dimension épique et historique.

Alors, pourquoi 30 ans d'oubli en U.R.S.S. ? La faiblesse de l'inspiration ? On en a encensé bien d'autres ! L'inconvenance d'une œuvre musicale

écrite sur des textes de Marx, Engels, Lénine ? Possible. Pourquoi pas tout simplement parce qu'en 1937 il était inopportun de rappeler cet extrait de « Que faire ? » : « Nous marchons en rangs serrés... sans nous laisser enliser dans ce marais tout proche duquel les riverains nous accusent de nous être isolés, de faire bande à part, d'avoir choisi la voie du combat et non celle de la conciliation. »

B.S.

(1) Chant du Monde (1 x 30 cm).

● A voir

J'ai souvent regretté de ne pouvoir signaler certains spectacles très intéressants, donnés un soir ou deux à la Cité universitaire. Un moyen d'être informé, c'est l'adhésion (1).

Il y a beaucoup à dire sur le système de l'adhésion qui développe plus l'esprit grégair que celui de libre choix. Cependant à la Cité universitaire, lieu de passage et de brassage des cultures, ce risque paraît minime.

D.N.

(1) La carte d'adhésion 10 F (5 F pour les étudiants, les moins de 21 ans, les groupes d'au moins dix personnes ou le conjoint des adhérents) propose entre autres avantages le service du bulletin et met la place de théâtre à 5 F, de cinéma à 3 F.

Un musicien politique

Bernard Sizaïre

La musique, comme la poésie, doit avoir pour but la vérité pratique. C'est ce que nous rappelle opportunément Luigi Nono, musicien d'aujourd'hui, militant à l'extrême-gauche du parti communiste italien. La création musicale, loin d'être pour lui une exploration formelle, devient action politique dans la mesure où elle se veut

inséparable du monde où nous vivons et des luttes qui s'y mènent.

Dédié aux combattants du F.L.N. « A floresta è jovem e cheja de vida » (1) (La forêt est jeune et pleine de vie), pour bande magnétique, clarinette, voix et plaques de bronze, se situe résolument à l'avant-

garde des recherches musicales modernes. Nono y exprime avec lucidité l'enjeu des luttes actuelles, donnant à la guerre du Vietnam ses dimensions internationales et opposant à la formidable technique meurtrière des U.S.A. la confiance, la colère ou l'inquiétude de ceux qui ne veulent pas plier.

« Est-ce là tout ce que nous pouvons faire ? » C'est sur cette interrogation douloureuse, amplifiée, répercutée, que se termine l'œuvre de Luigi Nono. Si, en effet, à côté de l'immense bataille qui se livre aux quatre coins du monde, n'importe quelle musique peut paraître dérisoire, n'est-ce pas aussi notre attitude d'homme et de militant qui est ici mise en question ?

Ce disque n'est pas de tout repos et nous concerne tous.

(1) Harmonia Mundi (1 x 30 cm) Collection Musique Vivante.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descollonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre.

Maquette
Claude Picart

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire du P.S.U.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Téléphone :
Administration : 783.19-20
Rédaction : 566.45-64

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de 80 F	
C.C.P. 58 26 65	

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

Le présent numéro est tiré
30.000 exemplaires

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

La C.G.T. en quête de stratégie

André Barjonet

Le véritable « malheur » fait par la presse bourgeoise et l'O.R.T.F. à l'occasion des récentes déclarations de Séguéy mettant en cause la solidité du régime pompidouien mérite réflexion.

Ces déclarations, en effet, n'avaient en elles-mêmes rien de particulièrement fracassant. Elles étaient, en tous points, conformes à tous les autres discours prononcés par les dirigeants de la C.G.T. au cours des dernières années : en juin 1967, le 36^e congrès de la C.G.T. n'affirmait-il pas la nécessité de travailler à un changement « fondamental » de politique et Léon Mauvais ne précisait-il pas que la lutte pour les revendications « est inséparable de l'action contre le pouvoir actuel et sa politique réactionnaire, pour une démocratie véritable » ?

Le comportement des dirigeants cégétistes en mai-juin 1968 a hélas! montré qu'il y avait loin entre leurs déclarations et leurs actes.

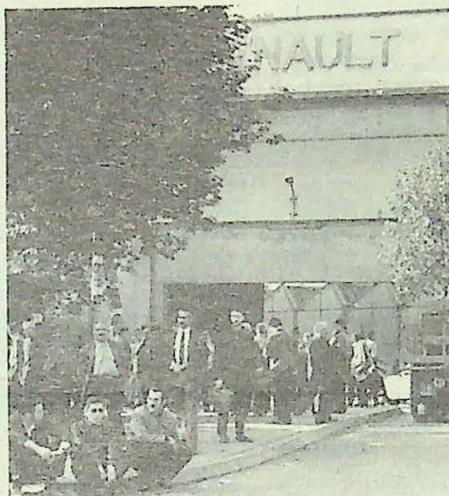
Cela, M. Pompidou est mieux placé que quiconque pour le savoir. L'émotion qu'il a ressentie devant les propos de Séguéy est donc entièrement feinte et ne peut être interprétée que comme une grossière mystification. Mais à quelle fin ?

A l'usage de la droite, classique et bornée, c'est évident. Même en 1969, la peur du communisme reste payante auprès d'une certaine clientèle.

La peur du débordement des autres

Mais là n'est pas l'essentiel. Pour le gouvernement actuel, le danger principal — parce que grandissant — c'est le courant socialiste, issu de Mai. D'ores et déjà, ce courant s'affirme dans les usines et sur tous les lieux de travail. Il se manifeste, notamment, par des grèves qui ne respectent pas toujours les consignes syndicales, en particulier, celles de la C.G.T. Face à ce courant, le syndicalisme traditionnel apparaît bien souvent — dans les faits sinon dans les intentions — comme un facteur d'ordre social. Il ne peut toutefois en être ainsi qu'à la condition absolue que la masse des travailleurs n'éprou-

ve aucun doute en ce qui concerne la volonté de lutte de leurs organisations syndicales. Faute de quoi, en effet, celles-ci perdraient toute audience auprès des masses et ne pourraient donc plus contenir efficacement l'action des « gauchistes ». C'est pourquoi le gouvernement a tout intérêt à redorer le blason révolutionnaire de la C.G.T. même s'il a de bonnes raisons pour savoir à quoi s'en tenir sur cette question...



Agip

Ce faisant, le jeu de Pompidou-Chaban est risqué. Rien ne prouve, en effet, que les raisons qui ont amené la direction communiste de la C.G.T. à freiner le mouvement de Mai soient une donnée immuable de l'histoire syndicale. Depuis un an et demi, la C.G.T. a payé très cher son attitude de l'époque. Ce n'est que tout dernièrement qu'elle a réussi chez Renault (Billancourt) à regagner une partie (un tiers) des voix qu'elle avait perdues lors des élections de délégués du personnel. Pendant dix-huit mois, elle avait, au contraire, perdu de six à dix pour cent des voix ouvrières dans presque toutes les élections professionnelles, y compris dans des « fiefs » aussi importants que les Charbonnages de France, l'E.D.F. ou la S.N.C.F.

Face à cette situation, la C.G.T. ne pouvait évidemment pas ne pas réagir. Elle le pouvait d'autant moins à quelques semaines de son Congrès national où il lui est impossible de présenter aux délégués (qui, eux, sont des militants de base) un bilan purement négatif. Elle le pouvait d'autant moins, également, que l'action des jeunes ouvriers dans ses propres rangs se fait sentir avec une efficacité grandissante.

Un nouveau style, un même résultat

Mais, quoi qu'il en soit des raisons, c'est un fait indiscutable que la C.G.T. a réellement durci son action et que ses militants ont soutenu avec vigueur et courage les principales luttes qui viennent de se dérouler (la grève des « roulants » de la S.N.C.F. en particulier). La conduite de ces luttes, par contre, est très loin d'être claire et aucune stratégie tant soit peu cohérente ne s'y manifeste.

Ayant, semble-t-il, abandonné les prétendues grandes « journées nationales d'action » dont l'aspect spectaculaire cache de plus en



A.F.P.

plus mal la faible efficacité, la C.G.T. semble s'orienter de nouveau vers des luttes catégorielles et tournantes.

Ces luttes catégorielles présentent parfois un aspect positif non négligeable : celui de mettre en avant des revendications concernant les conditions particulières de travail. En ce sens, ces luttes vont dans le sens des revendications « qualitatives » et contribuent ainsi à poser les problèmes du contrôle des travailleurs sur la vie de l'entreprise. Quant aux aspects négatifs, ils sont bien connus de tous les historiens du mouvement syndical : ce sont le morcellement, l'éparpillement de luttes sans perspective d'ensemble avec, comme conséquence possible, le découragement des travailleurs.

Paradoxalement, cette tactique de luttes catégorielles et tournantes risque ainsi d'aboutir aux mêmes résultats négatifs (ou faible-

ment positifs) que les « journées nationales d'action ».

A dire vrai, cela n'a rien d'étonnant, qu'il s'agisse des journées d'action ou des luttes catégorielles tournantes, ces luttes n'ont de sens que si elles s'intègrent dans une stratégie d'ensemble et à long terme.

La stratégie, rappelons-le, c'est l'art d'utiliser les batailles aux fins de la guerre. La stratégie implique que l'on est en mesure de forcer l'adversaire à se battre sur le terrain que l'on a soi-même préalablement choisi et à l'heure voulue.

Le frein et l'accélérateur

Les luttes que mène actuellement la C.G.T. ne correspondent pas à ces définitions. D'une part, en effet, ces luttes constituent un combat purement défensif (d'ailleurs indispensable) contre les offensives patronales et gouvernementales. D'autre part, elles sont motivées par la volonté de ne pas laisser le champ libre aux initiatives des « gauchistes ». Pris entre Pompidou et le courant socialiste, Georges Séguéy n'a qu'une marge de manœuvre limitée. Il joue, en somme, un double jeu non pas au sens d'une duplicité quelconque, mais au sens d'un jeu double ; celui qui consiste à appuyer simultanément sur le frein et sur l'accélérateur. Bien qu'intenable à terme, cette tactique constitue cependant un certain progrès par rapport à celle de la période précédente où seul le frein était actionné. La tâche des militants consiste donc à s'emparer de tout ce qui peut y avoir de positif dans l'attitude présente de la C.G.T. en agissant prioritairement dans tous les domaines susceptibles de favoriser l'éclosion de revendications qualitatives (normes et cadences de travail, problèmes d'emploi, de formation professionnelle, d'éducation permanente, de recyclage, critères d'établissement des systèmes de salaires, cotation des postes de travail, etc.).

En agissant ainsi, ils contribueront non seulement à impulser la lutte revendicative et à porter des coups au pouvoir, mais aussi à créer les conditions d'un renouveau de la pratique et de la pensée syndicales. □